

l'Anticapitaliste

n°583 | 23 septembre 2021 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

ZEMMOUR PARTOUT, LE PEN À 20%, MILITANT·E·S FICHÉS...



**CONTRE L'EXTRÊME
DROITE ET SES IDÉES, IL Y A
URGENCE !**

Dossier

**RENTÉE SOUS TENSION
DANS L'ÉDUCATION
NATIONALE** Pages 6 et 7

ÉDITO

Et pendant ce temps-là,
les fachos établissent
des fichiers Page 2

PREMIER PLAN

IVG. Avortement: les
femmes décident!
Page 2



ACTU INTERNATIONALE
Russie. Élections législatives:
devinez qui l'emporte...

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Aucun recul, aucun compromis face à
l'antisémitisme et à tous les racismes,
d'où qu'ils viennent Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Et pendant ce temps-là, les fachos établissent des fichiers

Un fichier d'«islamo-gauchistes» en ligne sur un site d'extrême droite. Lorsque l'information a été rendue publique en fin de semaine dernière, émotion et colère ont saisi des dizaines de milliers de militantEs syndicaux, associatifs et politiques, a fortiori les centaines qui ont découvert leurs noms dans ledit fichier. Petit à petit, il s'est avéré que les fachos de FDesouche n'avaient pas mené une grande enquête pour établir ce fichier, puisqu'ils semblent s'être contentés de reprendre, à peu de choses près, la liste des signataires de l'appel à la marche du 10 novembre 2019 contre l'islamophobie. L'existence d'un second fichier a également été révélée, qui recense les noms et les coordonnées de près de 800 collectifs et associations d'aide aux migrantEs, là aussi «recopiés» depuis des listings établis par d'autres.

Que FDesouche se soit contenté ou non de mettre dans un fichier des informations qui étaient déjà publiques n'est pas le problème. Les faits sont là, et ils sont têtus : des petits fachos ont établi et rendu publics des listes de celles et ceux qu'ils considèrent comme des ennemiEs, en accolant à des noms des caractérisations politiques, des informations concernant les opinions religieuses – réelles ou supposées, ou encore des données professionnelles. Pour quel usage ? On se le demande bien, et au vu du contexte global, quand bien même on serait convaincu que le pire n'est jamais certain, il y a de quoi ne pas prendre les choses à la légère.

Car au-delà de l'existence de ces fichiers, c'est ce que cette existence dit de la situation politique et des dynamiques en cours qu'il s'agit de considérer. Et force est de constater que dans un pays où des ministres lancent la chasse aux «islamo-gauchistes» à l'université ou continuent de vouloir criminaliser la solidarité avec les migrantEs, du côté de l'extrême droite on se sent autorisé à aller toujours plus loin, en commettant des agressions et en établissant des listes. Il y a quelque chose de vraiment pourri dans la France de 2021 et, s'il ne s'agit pas de céder à la paranoïa, il serait grand temps que certains ouvrent les yeux : les fachos sentent qu'ils ont le vent en poupe et voient que leurs amis accèdent au pouvoir dans certains pays, quitte à réaliser des coups de force dans la rue et à violemment intimider toute opposition. Le caractère nécessaire de la construction d'une riposte antifasciste, dans toutes ses dimensions, n'est pas une lubie gauchiste : c'est une évidence, et il y a urgence.

BIEN DIT

On arrive à un moment où on se rend compte à quel point nos modèles amoureux hétéros sont bâtis sur l'infériorité des femmes. Dans les relations amoureuses, elles doivent encore se faire petites, ne pas être jugées menaçantes. Elles sont souvent sommées de choisir entre le bonheur amoureux et l'épanouissement personnel.

MONA CHOLLET, interviewée à propos de son nouveau livre *Réinventer l'amour*, liberation.fr, 16 septembre 2021.

À Fréjus, lors de la réunion du Conseil national du RN, Marine Le Pen a, sans surprise, passé le relais à Jordan Bardella pour se consacrer à la présidentielle. Bien que sa présence au second tour (voire pire) soit probable, son équipe devra quand même affronter quelques difficultés. La première est financière, avec un parti passé près de la cessation de paiement. Pourra-t-elle compter sur ses sbires, dont les derniers montages lui ont coûté cher en frais de justice ? Autre difficulté persistante, les dissensions internes : le refus de la «clique d'Hénin-Beaumont», ainsi qu'est surnommée, notamment par les proches de Marion Maréchal, la garde rapprochée de Marine Le Pen (Bruno Bilde, Steeve Briois, David Rachline...), continue à faire claquer la porte. Mais le grand règlement de comptes attendra avril 2022. Dernière épine, la candidature attendue d'Éric Zemmour, avec un Robert Ménard en entremetteur des droites qui ne convainc personne.

La supercherie Le Pen

Là où Zemmour multiplie les déplorations, Marine Le Pen joue la perspective positive : « Libertés, libertés chéries », annonce son slogan de campagne. Dans son discours de Fréjus, elle a officialisé sa candidature par un enchaînement fastidieux d'exemples. Qui pourrait être contre les libertés ? Retenons la «liberté syndicale», vieille lubie de l'extrême droite visant à monter des syndicats maison. Ou la «liberté d'entreprise», rengaine patronale sur les «contraintes» et les «normes absurdes». Marine Le Pen réaffirme n'être «ni de droite ni de gauche». Elle lance deux mesures «pour le pouvoir d'achat des Français» : nationalisation des autoroutes et privatisation de l'audiovisuel public. Quand le RN avance son programme social, il ne parvient qu'à faire des clins d'œil à Bolloré, magnat de la logistique et des médias... Le maintien de la retraite à 60 ans, noyée dans ce fatras, ne suffit pas à faire un programme qui réponde aux intérêts du monde du travail. Il faut continuer de dénoncer la supercherie !

«C'est Zemmour qui parle comme nous»

Dès son premier discours de campagne, Marine Le Pen puise dans son fonds de commerce : insécurité-immigration-islam... sans crainte

ZEMMOUR PARTOUT, LE PEN À 20%, MILITANT·E·S FICHÉS...

Contre l'extrême droite et ses idées, il y a urgence!

#EtHopDuBonBoulot: le recollage des affiches d'Éric Zemmour par Philippe Poutou n'est pas un «buzz» éphémère. On est là, tant qu'il le faudra, face à Marine Le Pen ou Zemmour, candidat ou pas. Tous participent de la même extrême-droitisation des débats, une dérive qui se traduit jusque dans la rue, ou encore avec l'affaire des «fiches» du site d'extrême droite FDesouche.

ZEMMOUR N'A TOUJOURS PAS DE PROGRAMME



de l'outrance, qui fait des quartiers populaires des «zones talibanisées». En matière de politique familiale, Marine Le Pen est «inspirée par le modèle hongrois» (le Figaro, 9 septembre), pas franchement un exemple de féminisme. Ajoutons «la liberté d'enseignement y compris à domicile», petit signe aux cathos les plus conservateurs. Stéphane Ravier conclura : «Je reste un opposant au mariage homosexuel, un partisan de la peine de mort et reste sur cette ligne de nécessité d'organiser l'inversion des flux migratoires.»

Quelques jours après le meeting de Fréjus, Nicolas Bay publiait un communiqué pour se plaindre des trop faibles «décisions d'expulsion de migrants extra-européens» en listant des mesures que d'autres nommeraient «remigration». Les

dirigeants du RN se servent des sorties outrancières de Zemmour, sexistes et islamophobes, pour lisser leur image... tout en tenant le même discours. Stéphane Ravier ne vient-il pas de l'affirmer : «C'est lui qui parle comme nous».

Derrière le «phénomène» Zemmour

L'équipe et les soutiens actuels de Zemmour pourraient tenir dans une petite salle : des Républicains qui n'ont jamais osé le rapprochement avec le FN ; un notable du sud, issu du FN et son staff «d'ex»-Identitaires ; un souverainiste qui enchaîne les partis ; un ancien de l'UNI, directeur de cabinet de maire LR ; un jeune start-upper et des banquiers, un premier de la classe sorti de l'Institut catholique de

Vendée et un vieil homme d'affaires richissime. Quelques anciens du FN moins propres sur eux tentent même d'entrer par la fenêtre. Cela suffirait-il pour récolter les parrainages de maires ? Un tel blocage permettrait au moins à Zemmour de se plaindre sur tous les plateaux de télé et doper les ventes de son bouquin. Dans tous les cas, le discours de Zemmour polarisera le débat.

La campagne de Marine Le Pen est faite d'allers-retours, déjà dans une stratégie de second tour : prendre ses distances, en affirmant sa crainte que les propos «souvent très radicaux» de Zemmour «puissent être assimilés aux [siens]» (le 11 juin sur Linfo.re) puis reconnaître, par la voix de Laurent Jacobelli sur CNews, que «Éric Zemmour avait fait en journalisme et en littérature, ce que le RN avait fait en politique : mettre au cœur du débat des problèmes de société que personne d'autre n'osait dévoiler». Entre propositions radicales pour fachos décomplexés et posture de «présidente de la paix civile», dont le discours social se construit sur le racisme et la destruction des solidarités de classe, cette présidentielle risque de nous filer la nausée.

La dynamique donnée par Zemmour et Le Pen, favorisée par le contexte global raciste-autoritaire, participe d'une même offensive dont la déclinaison violente se voit à l'œuvre jusque dans des cortèges anti-pass sanitaires (mots d'ordre antisémites, attaques menées par des groupuscules d'extrême droite...). C'est cette dynamique qu'il faut analyser, à travers ses contradictions mais aussi dans ses ressorts communs. C'est contre elle qu'il faut construire la riposte, #EtHopEncoreDuBoulot. **Commission nationale antifasciste**

IVG

Avortement : les femmes décident!

Le 28 septembre est la journée mondiale du droit à l'avortement. En France comme ailleurs, des manifestations auront lieu autour de cette date, dans de nombreuses villes, avec un objectif : se mobiliser pour garantir ou élargir ce droit fondamental.

Avec le Covid-19, l'accès à l'IVG s'est encore dégradé. La décision de ne pas imposer le pass sanitaire à l'entrée de l'hôpital dans les cas d'IVG, si elle est bienvenue, force néanmoins les femmes, dans la mesure où le pass est exigé pour la plupart des autres entrées, à exposer directement la raison de leur venue, devant se justifier ainsi devant des personnes non soignantes et d'autres usagerEs. Et si la crise du Covid-19 a ralenti l'accès à tous les soins médicaux (dépiages, traitements, soins psychiatriques, chirurgies, etc.) en surchargeant des structures déjà bien affaiblies par

des années de réduction de moyens humains et matériels, pour l'IVG s'ajoute la question du délai légal d'avortement. Les retards de prise en charge peuvent donc avoir des conséquences dramatiques. Et pour celles qui seraient hors délais, la possibilité de pouvoir avorter ailleurs en Europe s'est encore compliquée par les limitations de déplacement.

Un droit menacé

Le gouvernement montre encore une fois son hypocrisie. La proposition de loi visant à l'allongement des délais de l'IVG à 14 semaines a été rejetée en janvier par le Sénat. Cette

proposition de loi prévoyait également la suppression de la clause de conscience spécifique à l'IVG et l'ouverture aux sages-femmes de la possibilité de réaliser des IVG chirurgicales jusqu'à 10 semaines de grossesse. Cela aurait pourtant permis d'élargir grandement les possibilités de prise en charge dans un contexte où près de 8% des centres pratiquant l'IVG en France ont fermé en dix ans, c'est-à-dire que 130 centres IVG ont fermé ces 15 dernières années. La situation se dégrade et l'accès des femmes à leur droit à avorter est compromis. Il n'est pas tout d'autoriser légalement

l'IVG si dans les faits rien ne permet d'y accéder!

Il ne faut pas sous-estimer les effets de la montée des extrêmes droites et des attaques réactionnaires contre les droits des femmes. On l'a vu aux États-Unis où le Texas a interdit l'IVG dès que les battements de cœur de l'embryon pouvaient être détectés (environ à six semaines de grossesse, un moment où les femmes ignorent encore qu'elles sont enceintes), même en cas de viol. Les TexanEs sont par ailleurs incités à dénoncer les femmes qui y auraient accès et toute personne qui aurait pu leur venir en aide. En Pologne aussi

Un monde à changer

« DÉBATTRE » AVEC ZEMMOUR, VRAIMENT ?

« Est-ce qu'on va se laisser enfermer dans des débats puants avec Zemmour et compagnie ? » Ainsi s'exprimait Jean-Luc Mélenchon le 17 septembre dans *Libération*. Mais ça, c'était avant. Avant qu'un certain Mélenchon Jean-Luc n'annonce, dimanche 19 septembre, à grands renforts de tweets, sa participation à un débat « mano a mano » avec le sinistre Éric Zemmour. Que s'est-il passé en 48 heures ? Nous ne le savons pas. Et à vrai dire, ce n'est pas notre problème. Le problème est plutôt celui de l'existence même de ce « débat », diffusé sur BFM-TV le 23 septembre, dont on a beaucoup de mal à voir, quelle qu'en soit la teneur, comment il pourrait avoir un autre vainqueur que Zemmour et ses idées dégueulasses. Car participer à ce genre de confrontation lorsque l'on est un responsable politique de gauche, a fortiori président d'un groupe parlementaire et candidat pour la troisième fois à la présidentielle après avoir obtenu plus de 7 millions de suffrages et près de 20% des voix en 2017, c'est participer à l'opération de légitimation de la « posture présidentielle » d'Éric Zemmour.

En effet, quand bien même il s'agirait de s'opposer frontalement à son discours, il s'agit bel et bien d'une reconnaissance implicite de la légitimité de celui-ci dans l'espace politique et médiatique, et de la légitimité de celui qui le porte. Un type de configuration qui n'a rien à voir, soulignons-le, avec le débat présidentiel d'avril 2017, qui était un débat entre candidatEs, avec toutes les « familles » politiques représentées, et dans lequel la présence d'unE candidat d'extrême gauche ne jouait nullement un rôle de légitimation des autres candidatEs. En outre, prétendre que l'on va « déconstruire » le discours de Zemmour dans un format du type « débat contradictoire sur une chaîne d'info », c'est se faire bien des illusions, tant la « méthode Zemmour » (raccourcis, amalgames, outrances, provocations) est parfaitement adaptée à ce type de format – à moins que ce ne soit l'inverse. Zemmour est partout, son discours fasciste aussi, et il y a bien d'autres moyens de le combattre que de venir sur « son » terrain et de lui conférer un statut d'interlocuteur légitime. Le résultat est malheureusement connu d'avance : « C'est comme se battre avec un porc. Vous finissez tous les deux couverts de boue. Et le porc est content. »

PRIMAIRE ÉCOLOGISTE Écologie de rupture ou écoblanchiment du capitalisme ?

Après une premier tour qui vient de s'achever, les deux finalistes de la primaire d'ÉELV sont Rousseau et Jadot. Pour quelle écologie ?

ÉELV mélange aspirantEs politicienEs dont l'écologie est un argument carriériste et qui se sont recyclés dans les arcanes du PS puis de la macronie, mais aussi militantEs sincères actifs dans les luttes environnementales et sociétales, plus rarement dans les luttes sociales. Si la base électorale, comme militante, d'ÉELV reste « classes sociales supérieures », les aspirations à l'écologie pénètrent aussi les classes populaires qui voient que le système capitaliste pourrit la vie. Les positionnements d'ÉELV, sociaux-libéraux d'un point de vue économique, beaucoup plus progressistes sur d'autres sujets, en particulier les questions démocratiques, restent fidèles au capitalisme vert.

Vert bonnet et bonnet vert ?

Parmi les différentes sensibilités incarnées par les cinq candidatEs aux primaires, aucune ne met



l'arrêt du nucléaire au centre de son programme, cédant aux lobbies qui essaient de le présenter comme un outil contre le dérèglement climatique. Passons sur Governatori, capitaliste notoire ayant passé des alliances avec Estrosi et Muselier. Oubliions Batho et ses mesures au goût de chlorophylle, légitimant le capitalisme. Quant à Piolle, il suffit de regarder son bilan à Grenoble depuis sept ans. Quelques mesures environnementales, mais aussi un plan d'austérité ayant entraîné la fermeture de plusieurs bibliothèques de quartiers et une

longue grève des territoriaux réprimée violemment, coupure d'eau et d'électricité en hiver à un HLM géré par la ville, réquisitionné par le DAL pour loger sans-abris et exiléEs, destruction de plusieurs immeubles du quartier populaire de Villeneuve contre la volonté des habitantEs... Les deux finalistes ne se valent pas. Jadot s'inscrit dans la continuité de la politique de Macron. Sa principale proposition « écologique » ressemble fortement à la taxe carbone en partie à l'origine de la mobilisation des Gilets jaunes. Favori des médias et des

capitalistes, il représente une écologie libérale qui veut faire payer aux pauvres le prix du changement climatique.

Rousseau se démarque par ses positionnements clairs sur l'écoféminisme, le racisme, les questions de genre. Mais au niveau économique on retrouve les lubies d'un « capitalisme social et solidaire », notamment à travers un « revenu universel », resucée du RSA et de la prime pour l'emploi. Rien sur : qui contrôle le marché et la production ? Au profit de quels intérêts ? C'est pourtant la logique productiviste du capitalisme qui détruit la planète.

Là est bien, malgré des luttes et revendications communes, la divergence de fond entre l'écologie de rupture des écosocialistes et l'écoblanchiment du capitalisme. Le capitalisme est intrinsèquement productiviste, il n'est pas possible de le rendre plus vert, plus humain, plus social.

Il n'y a pas d'issue sans exproprier les capitalistes, réduire et transformer radicalement la production, partager les richesses et le travail ; et cela ne se fera qu'avec la mobilisation du plus grand nombre contre un ordre social injuste.

Commission nationale écologie

Le chiffre

2,1 millions

C'est, d'après les autorités du pays, le nombre de KenyanEs qui risquent de mourir de faim en raison de la sécheresse qui sévit dans la moitié du pays et qui affecte les récoltes, favorisée par le réchauffement climatique. Une urgence absolue, qui ne semble pas préoccuper les pays riches... et émetteurs de gaz à effet de serre.



Agenda

Jeudi 23 septembre, journée de mobilisation dans l'éducation nationale.

Samedi 25 septembre, journée pour la dépénalisation de l'avortement.

À Paris, manifestation à 14h, devant l'hôpital Tenon dans le 20^e.

Dimanche 26 septembre, manifestation pour les deux ans de Lubrizol, Rouen. Pour réserver une place en car Paris-Rouen, écrire au mail suivant : maniflubrizoldepartaris@gmail.com

Jeudi 30 septembre, café-débat du NPA 17-18^e sur la Françafrique, Paris 18^e. Avec Anzoumane Sissoko, porte-parole de la CSP 75. À 19h 30 à La Terrasse, 73 rue Marcadet.

Dimanche 3 octobre, manifestation antinucléaire, Bugey (01). À 14h à Saint-Vulbas (01).

Mardi 5 octobre, journée de grève interprofessionnelle « pour nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail et d'études »

NO COMMENT

Avec un tel prénom, Chems-Eddine, vous êtes Français ?

Question de JEAN-PIERRE ELKABBACH à Chems-Eddine Hafiz, recteur de la grande mosquée de Paris, CNews, 20 septembre 2021.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

l'accès (déjà très restreint !) à l'IVG est encore attaqué. L'extrême droite attaque dès qu'elle en a l'occasion le droit à l'avortement : que ce soit en le

pénalisant, ou bien comme on l'a vu en France en attaquant directement les locaux des plannings familiaux (à Paris, Strasbourg, Nantes et Poitiers). Ces pourfendeurs de l'IVG, au nom du « droit à la vie », sont aussi les opposants à la PMA pour toutes : encore et toujours contre les droits des femmes.

Un combat de chaque instant

Aujourd'hui, seuls 49 pays autorisent l'IVG, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir et il ne faudra pas céder aux remises en question constantes de ce droit. Il en va de nos vies : dans le monde une femme meurt toutes les 9 minutes d'un avortement clandestin.

L'avortement est un combat de chaque instant pour toutes les femmes : il s'agit en fait de garantir l'accès à nos droits reproductifs, d'exercer notre autonomie, d'avoir

un contrôle sur nos corps, de choisir pour et par nous-mêmes quand et comment fonder une famille si nous le voulons. Il s'agit de nous libérer du processus de domination masculine et de briser l'oppression patriarcale qui voudrait nous enfermer dans la sphère privée et familiale.

Les victoires sont possibles, elles reposent sur la mobilisation massive des femmes qui luttent pour leurs droits. Nous les avons vu avancer en Argentine et en Irlande, nous les voyons résister aux États-Unis et en Pologne : les femmes sont dans la rue et manifestent en nombre, elles se battent pour avoir le droit à disposer librement de leur corps. Alors une fois de plus et parce que cela sera toujours nécessaire tant que nous n'obtiendrons pas ce droit partout, nous nous donnons rendez-vous dans la rue !

Aurélienne

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SUISSE Pour la gratuité des transports publics

SolidaritéS Vaud participe avec d'autres forces, dont le POP, la Grève du Climat, et Décroissance-Alternatives, au lancement d'une initiative cantonale pour la gratuité des transports publics. Entretien avec notre camarade Franziska Meinherz.

Quelle est l'idée principale de cette initiative ?

Sur le papier, les transports publics, mais aussi la construction et le maintien des routes, font partie du service public. Et pour une bonne raison : pouvoir se déplacer est une condition de base pour pouvoir aller travailler, se former, et participer à la vie sociale et culturelle. Mais dans la réalité, aujourd'hui, se déplacer a un coût considérable. En moyenne, les dépenses liées aux transports publics s'élèvent à 7,7% du budget des ménages suisses. Et ce n'est pas seulement le prix des billets qui augmente d'année en année : entre 2012 et 2017, le nombre de personnes qui voyagent sans titre de transport valable a augmenté de 25%, ce qui montre qu'il y a toujours plus de personnes qui peinent à payer leurs déplacements.

Avec cette initiative, dans un premier temps, nous voulons que la mobilité soit reconnue pour ce qu'elle est : un service public de base. Avec la gratuité des transports publics, chaque personne aura recours à un moyen de transport qui lui permet de se déplacer dans la région, quelle que soit sa situation financière. Dans un deuxième temps, avec cette initiative, nous nous attaquons à l'empreinte écologique de la mobilité, qui est responsable d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre domestiques de la Suisse.

En rendant gratuits les transports publics, nous éliminons le frein financier qui peut aujourd'hui détourner des personnes de les prendre. Notamment des personnes qui subissent déjà les coûts fixes d'une voiture tendent à renoncer à prendre les transports publics même pour des déplacements où ce serait possible, pour ne pas en plus subir le coût d'un abonnement ou d'un billet. Les villes françaises et belges qui ont déjà instauré la gratuité des transports publics ont effectivement observé qu'une large majorité des nouvelles et nouveaux usagers étaient des personnes qui avant se déplaçaient en voiture. En plus, 10% d'entre elles et eux ont vendu leur voiture ou renoncé à en acheter une nouvelle.

La question du financement de cette « gratuité » est évidemment cruciale. Qu'est-ce qui est prévu ?

Nous estimons que la gratuité des transports publics dans le canton coûterait environ 300 à 350 millions de francs par an. Ce chiffre peut – et doit – augmenter un peu : avec la gratuité, la demande va augmenter, ce qui va nécessiter d'acheter davantage de rames et d'employer davantage de personnel. En plus, nous voulons que les transports publics soient de qualité et desservent aussi les lieux excentrés, aujourd'hui souvent pas très bien connectés.

Il y a largement assez d'argent pour financer cela : chaque année, depuis 15 ans, le canton de Vaud dégage des excédents budgétaires bruts qui ont généralement dépassé le montant d'environ 500 millions de francs. Nous demandons que cet argent, constitué par nos impôts, soit mis à notre service, en nous permettant de nous déplacer dans la région de manière écologique, et indépendamment de notre situation financière. Par ailleurs, nous proposons aussi de financer la gratuité via une augmentation de l'impôt sur le bénéfice des entreprises. Cette augmentation toucherait principalement les grandes entreprises, qui génèrent de grands flux pendulaires : il nous paraît évident que ces entreprises doivent contribuer au financement du réseau de transport qui permet à leurs employéEs de venir travailler.

Propos recueillis par la rédaction de solidaritéS (Suisse)

Version intégrale sur solidarites.ch



ÉTATS-UNIS L'impérialisme US modifie sa stratégie

Le 29 août, au cours de l'un des derniers jours de l'occupation militaire en Afghanistan, l'armée étatsunienne a raté sa cible en tuant dix civils dont sept enfants. Cet horrible assassinat perpétré contre des victimes innocentes est emblématique de l'échec global de la guerre américaine de vingt ans.

Tant dans le camp des Républicains que dans celui des Démocrates, le soutien populaire à la guerre avait disparu depuis dix ans. C'est pour cela que l'ancien président Donald Trump avait déjà initié le processus de retrait, que le président Joseph Biden a récemment mené à son terme.

Réorganisation de l'impérialisme US

Dans une situation de corruption généralisée et en l'absence du soutien populaire, la tentative de faire de l'Afghanistan un État moderne, libéral et démocratique s'est effondrée, avec l'armée afghane, au moment du retrait chaotique des États-Unis et de la prise du pouvoir par les Talibans. Au total, la guerre aura coûté la vie à 2448 soldats et 3846 mercenaires étatsuniens, tandis que les Afghans et les Pakistanais tués dans les zones de guerre sont au nombre de 241 000, dont plus de 70% sont des victimes civiles. Le coût global de la guerre a été colossal : 2000 milliards de dollars qui auraient pu être utilisés pour améliorer les conditions de vie aux États-Unis et dans le reste du monde.

Si cette guerre a été une défaite pour les États-Unis qui, d'ores et déjà, peut être comparée à celle du Vietnam, la théocratie des Talibans, avec ses politiques autoritaires et sa misogynie, ne constitue pas une victoire pour le peuple afghan. Les Talibans pourraient se révéler incapables de gouverner un pays frappé par la pauvreté et se retrouver très tôt confrontés à



WIKIMEDIA COMMONS

une guerre civile avec Daech, tout aussi réactionnaire qu'eux.

Si, au premier abord, le retrait des troupes de l'Afghanistan et précédemment de l'Irak peuvent être interprétés comme des défaites, ils pourraient aussi être vus comme s'inscrivant dans un projet de réorientation de la politique étrangère et de la stratégie militaire des États-Unis.

Ceux-ci laisseraient la gestion du maintien de l'ordre au Moyen-Orient à leurs alliés, Israël, Arabie saoudite, Égypte, ainsi qu'à d'autres petites puissances comme le Qatar ou le Bahreïn. Ce déplacement leur permettrait de rediriger en même temps leur force militaire contre les deux superpuissances rivales : la Chine et la Russie. Le changement de la politique impériale des États-Unis a été symbolisé par l'annonce, le 15 septembre, de l'accord pour la vente de sous-marins nucléaires à l'Australie. En consolidant les

alliances avec les pays d'Asie-Pacifique, Biden va essayer de relancer le projet de « basculement vers l'Asie » qui avait échoué avec l'ancien président Obama.

Reconstruire le mouvement anti-impérialiste

Ainsi, bien que certains observateurs considèrent le retrait des États-Unis d'Afghanistan comme une défaite significative pour l'impérialisme US, il ne faut pas exagérer le déclin du pouvoir de l'Amérique. Les États-Unis sont encore la plus grande puissance économique mondiale en termes de PIB. Les acteurs économiques les plus puissants sont le États-Unis (20,49 milliards de milliards de dollars de PIB), la Chine (13,4), le Japon (4,9) et l'Allemagne (4). Les dépenses militaires des États-Unis représentent 39% des dépenses globales, ce pourcentage est de 13% pour la Chine, et aucun autre

pays ne dépasse 4%. Les États-Unis détiennent encore 750 bases militaires disséminées partout dans le monde et gardent le leadership en matière de technologie des équipements de guerre ; la Russie a toutefois progressé dans le développement de sa technologie militaire et la Chine est en train de rattraper son retard.

Tout à leur rivalité avec la Chine et la Russie, les États-Unis pourront continuer à utiliser leurs forces d'élite, leurs missions secrètes, leurs armes et leurs drones pour intervenir dans les pays du monde entier à chaque fois que leurs intérêts sont menacés.

Alors que l'impérialisme US se réoriente et se réaffirme, le mouvement contre la guerre a disparu depuis des années. Frustrés par leur incapacité à bloquer les guerres conduites en Irak et en Afghanistan par l'ex président George W. Bush, les activistes qui s'opposaient aux guerres ont cru qu'Obama allait y mettre fin. Une énième déception qui a provoqué un essoufflement du mouvement.

En l'absence de mobilisations, et avec un nombre de victimes relativement bas du côté de l'armée US, surtout si on le compare avec les conflits précédents, la plupart des gens ne se sont pas sentis concernés par les guerres et ont manifesté peu d'intérêt à y mettre fin. Avec le mouvement « Occupy Wall Street », surgi il y a dix ans suite à la crise de 2008, l'activisme politique s'est déplacé vers les inégalités économiques. Au cours des dernières années, l'épidémie de Covid-19 et le changement climatique sont devenues les préoccupations principales des acteurs mobilisés. Reviendra donc à la gauche la tâche cruciale de la création d'un nouveau mouvement anti-impérialiste.

Dan La Botz, traduction Hélène Marra

ALLEMAGNE Grève à la Deutsche Bahn : le syndicat GDL signe la fin de partie

Le 16 septembre, le GDL (Syndicat des conducteurs de locomotives allemands) et la direction de la DB (Deutsche Bahn), annonçaient lors d'une conférence de presse commune le compromis passé après d'interminables séances de négociations, mettant fin à une grève qui a fortement marqué l'actualité allemande depuis cet été.

aux cheminotEs qui l'ont menée et ont eu raison de la rage des dirigeants de la DB (qui a entamé des procédures judiciaires contre la grève) comme de la pleurerie du syndicat collaborationniste, affilié à la confédération DGB.

La négociation, le joujou des directions syndicales

Ce qui ne veut pas dire que le GDL, dont le dirigeant est membre du parti conservateur CDU, ne soit pas lui aussi féru de marchandages avec les patrons, qu'il appuie par la grève à l'occasion. Cette fois, la colère des cheminotEs couvant depuis des mois, en donnait l'occasion.

Sauf rebondissement, le conflit se termine néanmoins par un compromis en demi-teinte. Il y aura une augmentation de salaire, bien limitée : 1,5% à partir de décembre 2021, ce qui signifie qu'il n'y aura rien pour les mois passés, d'avril à novembre. L'accord court jusqu'à la fin du mois d'octobre 2023, soit près de deux ans et demi. En mars

2023 seulement, interviendra une nouvelle augmentation de 1,8%. Compte tenu d'une inflation récente de 3,9% en glissement annuel, les termes de l'accord représentent une perte de salaires réels. À voir si les cheminotEs s'inclineront et si les primes Corona de 600 et 400 euros versées en décembre 2021 et en mars 2022 en lots de consolation – consoleront vraiment. Il faut rappeler que le syndicat lui-même, avant la grève, en avait beaucoup rabattu sur les revendications salariales. Reste la retraite complémentaire (genre de régime spécial) qui sera maintenue aux cheminotEs actuellement en exercice, contrairement à ce que la DB souhaitait initialement. C'est à coup sûr un acquis de la grève, ce à quoi les cheminotEs tenaient le plus et qui était le moteur important de leur mouvement.

Ouverture sur les jours d'après...

Les jours qui viennent diront plus précisément quelles sont

les réactions et appréciations des cheminotEs. Certains auraient volontiers poursuivi le bras de fer. L'accord passé ne soulève pas l'enthousiasme, mais pourtant la fierté d'avoir fait grève, la satisfaction d'avoir bousculé un monde patronal arrogant... et vite déstabilisé face à des travailleurEs qui luttent. Domine le sentiment d'avoir changé l'atmosphère, dans bien des gares et des chantiers où ce conflit, même limité à quelques jours seulement, a été l'occasion de nombreuses discussions sur toutes les questions qui animent aujourd'hui le monde du travail. Et très drôle, la façon dont l'EVG, syndicat le plus puissant des transports, antigrève, prend acte dans un communiqué de l'issue d'un conflit qu'il a combattu... constatant quelque peu piteusement qu'« il est clair que les fondements de l'Alliance pour le rail » [nouée entre ce syndicat et la direction !] est rendue caduque par cet accord »...

Sabine Müller

RUSSIE Élections législatives : devinez qui l'emporte...

Selon des résultats portant sur la quasi-totalité des bureaux de vote, le parti de Vladimir Poutine, Russie Unie, remporterait 49,8% des suffrages, contre 19,6% pour le Parti communiste, environ 8% pour le parti du nationaliste Jirinovski, et environ 6% pour un « parti des nouvelles personnes » — formations autorisées par le pouvoir et que l'on peut taxer d'« opposition de Sa Majesté ».

La victoire de Russie Unie¹ a été fabriquée par l'élimination préalable de tout challenger, à commencer par Alexeï Navalny². Depuis son retour dans le pays en janvier dernier, et son immédiate incarcération qui avait donné lieu à des manifestations réprimées, le pouvoir a accumulé les mesures destinées à freiner l'expression de toute opposition, quelle qu'elle soit. Il a dressé une série d'obstacles aux partis et candidats qui s'opposent à lui. Ce qui va de pressions pour les faire renoncer à se présenter, à des affaires judiciaires montées contre les plus récalcitrants, ou des mesures administratives sous prétexte d'extrémisme.



WIKIMEDIA COMMONS

Le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, et sa clique, ont aussi bloqué les sites internet ayant proposé des tactiques pour contrer son parti. En particulier ceux qui ont répondu à l'appel de Navalny à voter « de façon intelligente », c'est-à-dire pour le candidat le mieux placé face à Russie Unie, en l'occurrence le PCR (Parti communiste de Russie) dont les scores sont passés de 13,3% en 2016 à près de 20%. Les amis de Poutine sont allés jusqu'à présenter des candidats portant le même nom que ceux de représentants d'autres

partis, en comptant sur la confusion qui pouvait en résulter. À quoi il faut ajouter la pratique d'interventions directes mais « modérées » pour rester crédibles : observateurs menacés, écartés ou arrêtés, bourrages des urnes, votes multiples, vote massif des casernes... et la nouveauté des votes électroniques (que l'on peut changer le jour suivant) et des votes à domicile (le covid a bon dos)!

Tout ça pour ça ?

Ces combines d'un pouvoir corrompu pour garder les rênes lui

assureront la majorité des deux tiers à la Douma. Mais pas si brillamment. Au troisième jour de vote, la participation électorale officielle (donc probablement truquée) n'était que de 45,20%. Même pas la moitié de l'électorat. La population n'a effectivement aucune confiance dans ce régime qui s'en prend à son niveau de vie (déjà pas très élevé mais sérieusement menacé par l'inflation), aux retraites (dont la défense avait suscité une large mobilisation en 2018), à sa santé (avec une gestion désastreuse du covid, du fait d'un système de santé russe laissé à l'abandon). La chape de plomb de la dictature pèse lourd sur les opprimés et les exploités de l'immense Russie, toute opposition dont celle d'extrême gauche est traquée. Les informations qui percent indiquent pourtant que le pouvoir craint les explosions de colère et les possibles mobilisations populaires, que l'époque est révolue où il pouvait espérer étouffer le mécontentement sous une victoire factice comme l'annexion de la Crimée.

Pierre Mattei

1 – Les élections ont concerné principalement les députés à la Douma (Parlement), formée de 450 députés élus pour cinq ans. La moitié des sièges est attribuée à la proportionnelle, sur scrutin de listes, l'autre moitié sur scrutin majoritaire uninominal. Russie Unie arrivant en tête dans près de 200 circonscriptions semble en passe de conserver sa majorité des deux tiers au Parlement. L'élection est validée quel que soit le niveau de participation.

2 – Navalny fait figure d'opposant irréductible à Poutine, sa résistance qui lui vaut la prison et les menaces de mort impose l'estime. Il dit lutter contre la corruption mais n'en est pas moins un politicien de droite très nationaliste, qui s'est illustré dans le passé par des campagnes anti-migrants.

BRÉSIL Pas de trêve contre le fascisme, le 2 octobre sera notre réponse!

Au Brésil, la situation politique nationale est dans une impasse. Bolsonaro n'est pas assez fort pour exécuter un coup d'État victorieux en ce moment, mais il n'est pas faible au point de tomber immédiatement. De ce scénario découle un équilibre précaire et instable.

La bourgeoisie – dans sa majorité – agit dans le sens de « ni destitution ni coup d'État », c'est-à-dire qu'elle veut préserver le gouvernement jusqu'aux élections (d'octobre 2022), en cherchant, en même temps, à contenir le projet du président milicien. Le calcul du grand capital est que le processus de destitution serait très coûteux pour ses affaires et les réformes libérales, car il paralyse le pays dans un affrontement politique et institutionnel d'une intensité énorme et aux conséquences imprévisibles.

En outre, Bolsonaro n'est pas en mesure, en ce moment, de faire avancer sa stratégie de coup d'État. Il n'y a pas de soutien de l'impérialisme US pour un coup d'État au Brésil, ni de soutien majoritaire dans la classe dirigeante nationale pour cet objectif. De plus, le gouvernement traverse une conjoncture marquée par une plus grande lassitude populaire. Elle tend à s'intensifier avec la hausse de l'inflation. Compte tenu de ces facteurs, rien ne prouve que le haut commandement militaire soit favorable à une aventure fasciste, malgré le soutien politique des militaires du gouvernement.

Mais il n'y a pas de doute : pour le fascisme l'élection est d'ordre tactique, l'élément relevant de la stratégie consiste à construire les conditions de la rupture autoritaire. Donner du temps à Bolsonaro, en attendant tranquillement les élections d'octobre 2022, c'est jouer avec le feu – une erreur impardonnable.

Construire la journée du 2 octobre pour la destitution

L'opposition de gauche et de centre-gauche a raison d'affirmer l'urgence de la lutte pour la destitution de Bolsonaro. Le défi reste de transformer la majorité sociale en une majorité dans les rues, afin de vaincre ce gouvernement le plus rapidement possible. En ce sens, la campagne Fora Bolsonaro organise une nouvelle journée de mobilisation nationale le 2 octobre. Neuf partis se sont engagés, mercredi 15 septembre, à construire la mobilisation du 2 octobre. Ils ont également fixé la date du 15 novembre pour une autre manifestation pour la destitution.

Plus la plateforme de rassemblement sera représentative et large le 2 octobre et le 15 novembre, plus la pression contre Bolsonaro sera forte. Nous considérons que la construction de la mobilisation du 2 octobre doit être la priorité absolue de la gauche, de tous les mouvements sociaux et de tous ceux qui perçoivent le danger que représente Bolsonaro. Nous ne pouvons pas perdre un seul jour. L'engagement de Lula dans l'appel à cette journée de mobilisation – Lula qui jusqu'à présent est resté distant face aux manifestations de rue – est fondamental.

Il est nécessaire de diffuser l'appel à la mobilisation sur les lieux de travail, dans les quartiers périphériques et auprès des jeunes. La construction de la mobilisation à partir de la base est essentielle. Cependant, pour qu'elle soit couronnée de succès, il est essentiel de dialoguer avec les revendications les plus ressenties par les travailleurs et les travailleuses, telles que les effets de l'inflation, le manque d'emploi, les atteintes aux droits, les bas salaires, les vacans insuffisants, les réformes néolibérales, les privatisations, parmi les problèmes qui frappent les travailleurs et travailleuses. Il est nécessaire de construire le lien entre la vie concrète des masses et les menaces de coup d'État. Au total, Bolsonaro veut en effet un coup d'État pour, avant tout, imposer de nouvelles attaques contre les conditions de vie des pauvres ainsi que des travailleurs et travailleuses.

Esquerda Online

Version intégrale sur alencontre.org

ARGENTINE Revers pour le président Fernandez, radicalisation à gauche... et à droite

Le 27 octobre 2019, portée par la vague féministe de « ni una menos » et du rejet du gouvernement populiste de droite de Macri, Alberto Fernandez (Péroniste de centre gauche) triomphait aux élections dès le premier tour avec plus de 48% des voix. Deux ans plus tard, lors des élections primaires du 12 septembre 2021, le gouvernement Fernandez a essuyé un grave revers électoral. Si la droite sort du scrutin victorieuse par défaut, l'extrême gauche réalise une percée très importante.

Les primaires (PASO, Primarias Abiertas Simultáneas Obligatorias) sont un système officiel de vote organisé par les pouvoirs publics où la participation est obligatoire comme pour les élections officielles même si le taux de participation y est légèrement inférieur. Elles ont donc fait office de répétition générale avant les législatives partielles de novembre qui verront 127 des 257 députés et 24 des 72 sénateurs nationaux argentins renouvelés. Tous les partis ou coalitions qui veulent participer à ces élections se doivent de participer à ces primaires qui écartent de la compétition toutes les listes ne recueillant pas plus de 1,5% des voix. Elles servent également à départager différentes orientations et concurrents au sein même des partis ou fronts qui y concourent.

Vote sanction contre le gouvernement

L'opposition de droite « Juntos por el cambio » (Ensemble pour le changement), alliance de la famille politique de l'ex-président Macri et de l'UCR, le vieux parti bourgeois argentin, l'a largement emporté sur le « Frente de Todos » du président péroniste avec plus de deux millions de voix d'avance.

La droite l'a emporté dans 17 provinces sur 23 dont les principaux centres politiques du pays. À Buenos Aires, c'est un « bolsonariste antisystème », Javier Milei, économiste ultralibéral « libertarien », contre l'avortement et en faveur du port d'armes, qui a réalisé une percée inquiétante en regroupant tout un secteur fasciste. Cette déroute du gouvernement de centre-gauche doit cependant être relativisée car la droite ne gagne pratiquement pas de votes. La colère s'est surtout exprimée par une légère croissance de l'abstention alors que le vote est obligatoire avec amende en cas de non-participation, un report de voix sur l'extrême gauche et surtout l'augmentation du vote blanc de presque 10%. C'est donc l'électorat du gouvernement qui a fait défaut et qui explique la crise immédiate ouverte entre le président et sa vice-présidente Kristina Kirchner qui a fait démissionner ses proches au gouvernement pour influencer sur un éventuel remaniement gouvernemental avant les élections officielles de novembre.

L'extrême gauche devient la 3^e force électorale du pays

La gauche révolutionnaire réalise pour la première fois une percée



DR

en Argentine avec un total de 1 240 000 votes (1 295 000 selon *La Nación*) soit presque 6% des votes exprimés. L'addition des deux listes du FIT-U¹ représente à elle seule plus d'un million de votes dans tout le pays. Pour la première fois, un secteur du mouvement ouvrier et populaire a opté pour une proposition anticapitaliste et révolutionnaire.

Avec un vote moyen supérieur à 5% dans tout le pays, le FIT-U (Front de la gauche et des Travailleurs - Unité) dépasse les 20% dans la province andine de Jujuy, les 9% dans celles de Chubut, les 7% dans

celle de Neuquen, Santa Cruz et San Juan. Les 6% de Buenos Aires capitale (CABA) et les 5,2% de la Provincia de Buenos-Aires (la plus peuplée) constituent également une belle performance.

Cet excellent résultat ouvre la possibilité de constituer un groupe parlementaire important si l'unité se maintient, s'amplifie et si les électeurEs choisissent de confirmer leur vote aux élections officielles de novembre.

Sylvain Chardon

1 – FIT-U, Front de la gauche et des travailleurs, alliance électorale des principales organisations « trotskistes ».



RENTÉE SOUS TENSION DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

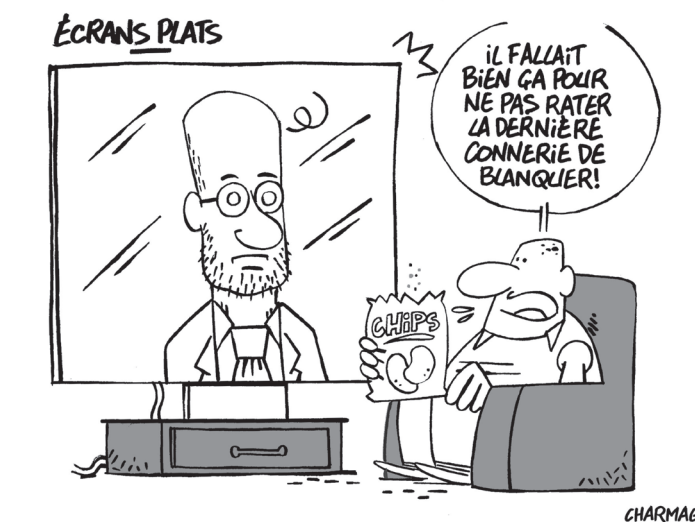
L'ÉDUCATION NATIONALE COUVE UNE BLANQUÉRITE

Ayant dépassé le 12 septembre les 4 ans, 3 mois et 26 jours au poste de ministre de l'Éducation, Blanquer peut s'enorgueillir du record de durée sur le poste depuis 1958 ! C'est un record qui fait mal au service public d'éducation, à l'ensemble des personnels qui y travaillent, avec un statut et des conditions d'exercice de plus en plus dégradées, au point de s'interroger sur le sens de leur métier.

Ce record fait aussi très mal à la jeunesse scolarisée de la maternelle au lycée. Car en plus de son record de durée, Blanquer aligne aussi celui des réformes express, dont on serait tenté de dire « ni faites ni à faire », mais qui malheureusement s'appliquent en mode rouleau compresseur. Avec un double fil directeur : caporaliser les personnels et liquider les aspirations à assurer dans tous les quartiers, dans toutes les régions, un même droit à l'éducation au nom d'une méritocratie décomplexée.

Avalanche de contre-réformes

La « réforme phare du quinquennat » est le dédoublement des classes de CP et CE1 puis grande section de maternelle en éducation prioritaire, sans que les moyens suivent. Ainsi, en Seine-Saint-Denis les dédoublements peuvent être à 13, 14 ou 15 plutôt qu'à 12 enfants maximum comme prévu, par manque d'enseignantEs ; ou entasser les enfants avec deux enseignantEs dans une seule classe par manque de locaux... Autre réforme, celle des programmes de l'école primaire pour remettre au cœur les « fondamentaux » (« lire, écrire, compter ») et saper la liberté pédagogique. Et aussi : mise en place de la fonction des directions d'école pour tenter d'exploser le collectif pédagogique dans les écoles en instaurant une hiérarchie ; mise en place « à titre expérimental »



des Cités éducatives (dans 126 quartiers « prioritaires » en 2021) et des contrats locaux d'accompagnement (dans les académies de Nantes, Lille et Marseille), véritable poissons-pilotes pour dynamiser l'éducation prioritaire de plus en plus vidée de ses moyens. Avec comme axe principal la « contractualisation », depuis la gestion des personnels, en passant par l'intervention du privé via des associations visées par le ministère de la Cohésion des territoires, jusqu'à la mise en œuvre de l'enseignement sous forme de projets seule garantie d'obtenir des moyens.

Les réformes des bacs général et technologique, de la voie professionnelle, ont quant à elles explosé les emplois du temps des élèves, réduit les enseignements et mis en concurrence les

équipes pédagogiques et en leur sein, les enseignantEs, poussant nombre d'entre elles et eux à s'interroger sur leur volonté de continuer leur métier. Enfin, et non des moindres, la réforme de la formation initiale des enseignantEs et l'empilement de dispositifs inquisiteurs autour du concept fourre-tout de « Consolider les principes républicains à l'école » qui tournent autour des « devoirs » des enseignantEs vis-à-vis de leur employeur : l'État.

Hécatombe chez les personnels

En pleine période de crise sanitaire, cette avalanche de réformes et leurs effets dévastateurs aboutit à une situation de crises latentes : inquiétudes face à l'avenir, sentiment d'injustice et de discriminations de plus

en plus systématisées vis-à-vis de quartiers et de populations racisées ou marginalisées dans les zones périurbaines rongent les élèves et leurs familles. Mais aussi fragilisation des équipes pédagogiques, incitées à se soumettre aux commandements du ministre autoritaire mais aussi à évoluer dans leurs pratiques voire à se réorienter, alors même que les salaires en chute et les conditions de recrutement découragent les bonnes volontés, laissant la voie libre au développement de la contractualisation des personnels édictée par la Révision générale des politiques publiques qui mine le statut des fonctionnaires. Ce qui aboutit à des postes qu'il est devenu littéralement impossible de pourvoir comme les infirmières scolaires, les assistantes sociales, les psychologues scolaires, parce qu'ils ne peuvent être tenus par des contractuelEs embauchés à la va-vite, sans formation et sous-payés, comme c'est le cas pour les enseignantEs, mais aussi les personnels accompagnant les enfants en situation de handicap ou les personnels de vie scolaire (AED).

Trois semaines après la rentrée, les réactions restent sporadiques et localisées, lorsque trop c'est trop, mais les conditions sont là pour préparer une offensive générale contre Blanquer et l'ensemble de son œuvre : il y a urgence pour sauver et restaurer la possibilité d'un service public d'éducation.

Cathy Billard

NI CLOPINETTES, NI F DES SALAIRES DIGN

En lançant une proposition choc – doubler le salaire de t Hidalgo a eu au moins le mérite de lancer un débat impo politiques menées sur cette question par Blanquer, mais

Commençons par enfoncer quelques portes ouvertes. En France, les profs ne sont pas bien payés. L'OCDE, qui n'est pas exactement une officine d'extrême gauche, publie régulièrement des études sur le sujet. La dernière, rendue publique il y a quelques jours, classe la France au 22^e rang sur 33 pour les salaires des enseignantEs rapportés au coût par élève. Autre indicateur : à cause du gel du point d'indice de la fonction publique et des plans de revalorisation beaucoup trop sporadiques, le pouvoir d'achat des enseignantEs a chuté d'environ 30 % sur les 30 dernières années – dont près de 15 % sur la dernière décennie. Cette baisse des salaires des profs n'affecte pas que les profs eux-mêmes : elle impacte négativement l'attractivité du métier et donc, d'une certaine façon, la qualité du service public d'éducation. Le débat lancé par Hidalgo est donc légitime et nécessaire, même si on peut se demander s'il n'est pas dicté par des intérêts de tactique électorale – se

distinguer par une proposition choc, tenter de rallier la catégorie professionnelle historiquement acquise au PS...

Une proposition irréaliste ?

En tout cas, à voir les réactions des Blanquer, Jadot ou même Mélenchon, on comprend qu'au-delà de l'effet de surprise, la candidate socialiste a brisé un tabou. Celui de la « culture de gouvernement », un euphémisme qui désigne la logique budgétaire consistant à donner toujours moins aux services publics.

La mesure d'Hidalgo coûterait 60 milliards selon Mélenchon, voire 150 milliards selon Blanquer... Et alors ? Si l'on accepte d'aller ponctionner, ne serait-ce qu'un peu, les profits du capital, ce n'est pas vraiment un problème.

La question est donc maintenant de savoir si cet argent serait le plus utile à un doublement généralisé des salaires des enseignantEs, alors même qu'il existe, au sein de la profession, des disparités salariales très importantes. Pour le dire plus

RÉFORME DE LA FORMATION VERS LA CASS

C'est dans l'indifférence quasi totale de la part des politiques, des médias et même malheureusement de certains syndicalistes, que se met en place en cette rentrée une nouvelle réforme de la formation et du recrutement des enseignantEs. La troisième en 10 ans.

Même la plupart des profs n'y comprennent plus rien : IUFM supprimé puis transformé en ESPÉ puis maintenant en INSPÉ... Les conséquences de cette réforme sont pourtant dramatiques et reviennent en partie à la réforme initiée il y a 10 ans sous Sarkozy, avec déjà comme n°2 du ministère un certain Jean-Michel Blanquer. À l'époque, cela avait abouti à la suppression de 80 000 postes d'enseignantEs et à une baisse de 30 % des candidatEs aux concours. Pourtant tout le monde s'accorde à dire qu'on manque de profs aujourd'hui !

La liberté pédagogique dans la ligne de mire

La réforme actuelle reprend une partie de celle de 2009-2010 avec la « masterisation », c'est-à-dire le report d'un an du concours de recrutement qui passe de la fin du M1 (bac + 4) à la fin du M2. Comme en 2009-2010, cela ne va faire qu'aggraver la crise d'attractivité des concours. En effet, en voyant repoussée d'un an l'obtention d'un salaire, une partie des candidatEs potentiels vont renoncer à se présenter aux concours de l'Éducation nationale, et ceci va être particulièrement vrai pour celles et ceux des milieux les plus modestes. Et ce n'est pas le salaire proposé par l'Éducation nationale qui va être attirant pour des bacs + 5

qui peuvent gagner bien mieux ailleurs.

Mais cette réforme va plus loin en modifiant la formation initiale et les Masters MEEF (métiers de l'éducation, de l'enseignement et de la formation). Blanquer insiste sur la « professionnalisation » de la formation. Selon lui, c'est « en enseignant qu'on apprend » et il dénonce la formation actuelle, trop « universitaire ». Il s'agit pour l'employeur de mieux contrôler les contenus de formation, dans la droite ligne des autres mesures à l'Éducation nationale. Le futur employeur joue un rôle de plus en plus grand dans les INSPÉ puisque au moins 33 % des formateurEs doivent être des personnels devant élèves dans le 1^{er} ou 2nd degré. Avec la réforme, il y a de plus en plus d'injonctions ministérielles sur les cours en MEEF, avec bien sûr un nouveau module obligatoire sur la « laïcité ». C'est en fait la liberté pédagogique qui est dans la ligne de mire. Il s'agit de faire des futurs profs de simples exécutants des consignes venues d'en haut et non de véritables concepteurs de leurs enseignements.

Une nouvelle épreuve du concours incarne bien ce changement de paradigme. Ce n'est plus la maîtrise de la discipline qui est essentielle mais l'acceptation du discours ministériel. En effet est créé un nouvel oral qui s'apparente purement à un entretien d'embauche avec CV à valoriser.

AUSSES PROMESSES, ES POUR TOU·TE·S!

Tous les personnels de l'Éducation nationale – Anne... portant, et de montrer en creux l'insuffisance des... aussi par les socialistes lorsqu'ils étaient au pouvoir.

crument, quel sens cela aurait-il de doubler le salaire d'un agrégé enseignant en prépa alors qu'il gagne déjà largement plus du double d'un·e professeur·e des écoles?

Justice sociale avant tout

Revaloriser la profession, pour nous, ce n'est pas donner plus à celles et ceux qui ont déjà assez. C'est réduire les écarts et s'assurer que touTEs gagnent un salaire digne. Pour cela, mieux vaut commencer par une augmentation uniforme de 30 euros pour touTEs, plutôt qu'une mesure proportionnelle, et s'assurer qu'il n'y ait aucun salaire en-dessous de 1800 euros net par mois. Il faut également sortir de la logique catégorielle. Si l'on doit payer plus les profs, ce n'est pas parce qu'ils et elles sont profs, c'est parce qu'on doit mieux redistribuer les richesses au profit de toutes celles et tous ceux qui ont un salaire insuffisant – et il y en a! Il ne faut pas être dupe des promesses qui viseraient à nous couper de la solidarité avec notre classe sociale.

Il y aussi chez certains faux-amis des profs l'idée que la France devrait en quelque sorte «se payer des profs plus chers», autrement dit meilleurs. C'est évidemment une manière subtile de faire reposer sur nous autres profs «low-cost» la responsabilité de tous les maux du système scolaire. Comme si l'école n'était pas avant tout le reflet et le moteur d'une société de plus en plus inégalitaire, ce que les quatre années de Blanquer au ministère n'ont fait qu'aggraver. Que l'éducation et les salaires soient des sujets de la campagne présidentielle est plutôt une bonne chose, déjà parce que cela nous change du halal à la cantine ou de l'uniforme à l'école. Mais nous savons que le chemin pour obtenir des salaires dignes pour touTEs, dans l'éducation comme ailleurs, ne passera ni par les clopinettes annoncées par le gouvernement Macron ni par les promesses des socialistes nostalgiques du hollandisme. Il passera par nos luttes.

Raphaël Alberto

ON DES ENSEIGNANT·E·S: SE DU MÉTIER



Dans le jury il y aura d'ailleurs des représentants des RH (ressources humaines), des chefs d'établissement. À cette occasion le jury devra «apprécier l'aptitude du candidat à [...] s'approprier les valeurs de la République, dont la laïcité, et les exigences du service public (droits et obligations du fonctionnaire dont la neutralité)» (JO du 25/01/2021), le tout en 35 minutes. On voit bien qu'on va vers une forme de recrutement normalisé valorisant l'obéissance au discours hiérarchique.

Maltraitance institutionnelle

Mais ce nouveau Master MEEF crée aussi un volant de main-d'œuvre ultra précaire. En M2, les étudiantEs devront soit faire un stage en responsabilité en prenant une classe à tiers temps, en étant contractuel, pour un salaire de 700 euros net/mois, soit effectuer l'équivalent de 12 semaines de stage plein de stage d'observation et pratique accompagnée (en assurant de l'aide aux devoirs, voire des remplacement) pour une «gratification» de 1300 euros brut à l'année! Tout en devant suivre

leurs études de Master et préparer le concours... Jusqu'à présent, les fonctionnaires stagiaires, après le concours, faisaient un mi-temps d'enseignement durant leur M2 payé 1500 euros net/mois. Le ministère prétend que ces stages seraient formateurs, professionnalisants. En réalité, c'est le chaos total en cette rentrée. Les rectorats sont incapables de mettre les étudiantEs en stage correctement, les conventions et contrats ne sont même pas signés, les étudiantEs se retrouvent à deux dans la même classe. On est dans une maltraitance institutionnelle caractérisée. Il y a fort à parier que les démissions, de plus en plus nombreuses chez les stagiaires, explosent avec ce nouveau statut précaire. On pourrait se dire, en voyant cela, que le ministère fait n'importe quoi. En fait il y a un objectif cohérent à tout cela. Le ministère veut casser le recrutement d'enseignantEs sous statut de fonctionnaire, avec leurs droits, leur liberté pédagogique, pour progressivement les remplacer par le recrutement de contractuelEs moins bien payés, qui seront bien plus «obéissants» puisque licenciables à tout moment. Comme à France Télécom, lors de la privatisation en 1990, deux statuts différents (fonctionnaires et contractuels) se côtoient. Le management par la pression a eu alors pour but de diminuer le nombre de fonctionnaires, avec comme contrepartie une souffrance énorme des collègues et une vague de suicides. On va, si on n'arrête pas le gouvernement par nos luttes, vers un management similaire dans l'Éducation nationale.

Antoine Boulangé

PRIVATISATION RAMPANTE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

En 1998, les pays de l'Union européenne lançaient le processus de Bologne, pour rapprocher leurs systèmes d'études supérieures. En 2010, 48 pays rejoignaient l'espace européen de l'enseignement supérieur (EEES). Derrière une façade visant à unifier les niveaux des diplômes (licence, master et doctorat), la volonté des gouvernants est en fait de mettre en place une «économie de la connaissance pour faire de l'Europe un espace compétitif à l'échelle mondiale.»

S il processus de Bologne était la première pierre européenne pour la privatisation de l'éducation, ce sont en réalité trois processus conjoints qui s'exercent pour démanteler l'école publique.

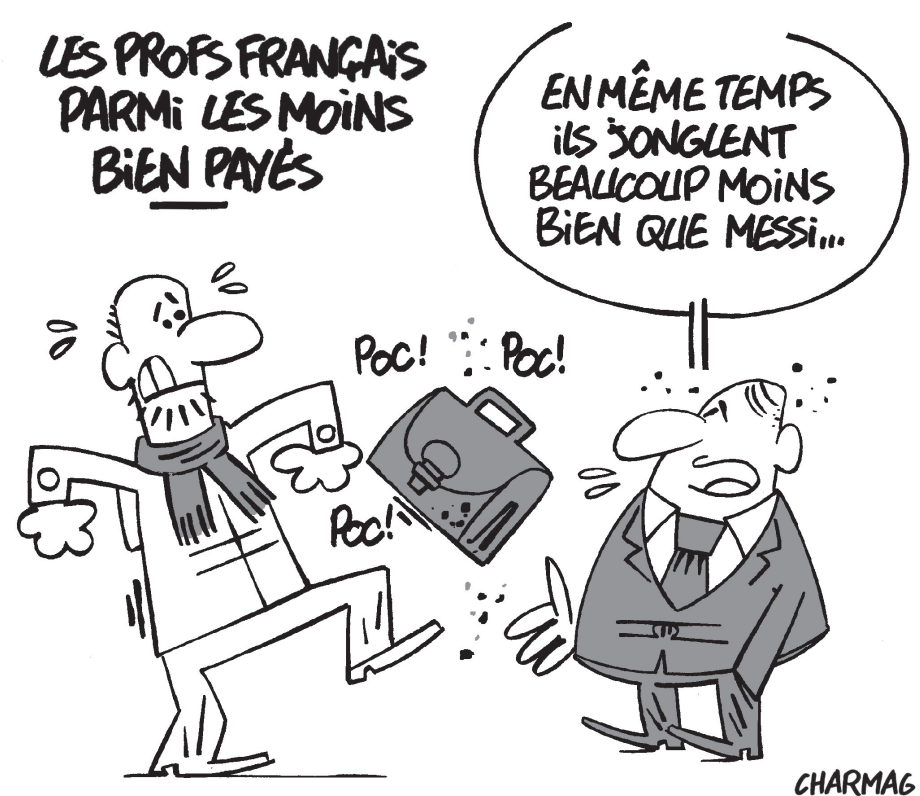
Dégraisser le mammouth

Premier volet du processus, il faut «optimiser les coûts de l'éducation nationale», c'est-à-dire, essentiellement, diminuer la masse salariale. Dans les universités, cela s'est traduit par une autonomie budgétaire (nécessairement inférieure aux besoins réels). Quelques universités se sont retrouvées en «faillite budgétaire». En réduisant drastiquement les enseignements, elles s'en sortent financièrement (il y a eu une baisse de 60% des recrutements de maîtres de conférence en 14 ans). Aujourd'hui, des universités réfléchissent sérieusement à mettre en place des formations en ligne réutilisables, de manière à ne pas financer chaque année certains cours de L1...

Dans le pré-bac, voilà plus de 20 ans que le nombre de postes d'enseignantEs et de personnels diminue, que des classes ferment et que les cadences des personnels augmentent. La première conséquence est une baisse importante de la qualité d'enseignement et d'apprentissage pour les jeunes. Si l'idée de l'école inclusive pour les enfants handicapés est une très bonne idée, force est de constater que c'est un parcours du combattant pour avoir une aide concrète (AESH) dans sa classe, faute de personnels. La pandémie de Covid-19 a révélé crument le manque d'infirmierEs et de médecins scolaires dans les établissements. Sans que le gouvernement n'en tire aucune conséquence.

Délégation au privé et flexibilité

Devant le manque de personnel, l'État a recours à des professeurs contractuels, qui coûtent beaucoup moins qu'un fonctionnaire. Les CDD sont au maximum d'une durée de 6 ans (au-delà, l'agent doit être CDIé). Bien souvent, dans l'éducation, les contrats s'arrêtent fin juin et recommencent en septembre. En 2017, 22,5% des agentEs de la fonction publique étaient contractuels. Pendant longtemps, ils ont été lâchés, sans formation au milieu de leur classe. Pour pallier ce manque, le gouvernement a délégué la formation indispensable de ses personnels à des entreprises privées. Et il s'en félicite. En juillet dernier, le recteur de Créteil est venu personnellement à l'université d'été de l'association le Choix de l'école, association qui «accompagne de jeunes diplômés et de jeunes actifs qui souhaitent se reconvertir vers l'enseignement dans les quartiers prioritaires», dans le même temps qu'il licençait 2300 contractuels pour ne pas avoir à leur proposer un CDI. Avec plus d'un personnel sur cinq qui est contractuel, les gouvernements en ont profité, au nom de l'égalité de traitement,



CHARMAG

pour remettre en cause le statut des personnels titulaires, détricotant ce que cinquante ans de luttes sociales avaient obtenu, à commencer par les retraites, dont Macron annonce une nouvelle réforme dès la fin de la pandémie. À l'université, la loi de programmation de la recherche (LPR) permet de mettre en place des «CDI par mission» ainsi que des aménagements des services d'enseignement pour les chercheurEs, augmentant d'autant la précarité dans ce milieu.

Créations de nouveaux marchés

Face à ces casse-têtes administratifs et au manque de personnel, de

plus en plus de familles (de tous milieux sociaux) se tournent vers l'enseignement privé. Ce n'est pas nouveau, mais à cela viennent s'ajouter de nouveaux marchés, tel que celui de l'accompagnement scolaire. Ainsi, l'entreprise Acadomia a dégagé un bénéfice d'un million d'euros en 2014, plus de deux millions en 2017. Cela se fait avec l'aval du gouvernement. Non seulement via des crédits d'impôts, mais aussi par un financement direct. L'aide de l'État au soutien scolaire privé représentait déjà 2,5 fois le budget du soutien scolaire public en 2008... Les serveurs internet utilisés et payés grassement par le ministère pour l'enseignement à distance

(appelé «Ma classe à la maison») appartiennent à Amazon, sans que l'on ait de certitude sur la collecte des données qui y transitent. Le système de sélection dans l'enseignement supérieur (ParcoursSup), lié à la destruction du corps des «conseillers d'éducation-psychologues» (devenus psychologues de l'éducation nationale) a permis la création du marché de l'orientation. UnE étudiantE sur cinq a recours à un «coach en orientation», délégrant les familles de quelques centaines d'euros pour une aide qui était autrefois publique et gratuite.

Raphaël Greggan

LAURENCE DE COCK: RECONSTRUIRE L'ÉCOLE APRÈS BLANQUER

Invitée à un débat à la fête de l'Humanité, à l'occasion de la sortie de son livre École publique et émancipation sociale, l'historienne et professeure Laurence De Cock a posé dans sa conclusion quelques principes essentiels pour reconstruire l'école publique après le désastre Blanquer. Avec sa permission, nous les reproduisons ici:

1	Il faut repolitiser l'école. Car c'est un lieu politique qui doit participer à l'éveil de la conscience politique de chaque jeune.
2	Tout le monde a le droit à l'éducation. Tout jeune a le droit de faire les études qu'il veut. Et tout jeune a le droit de se planter, d'essayer et de recommencer.
3	La réussite scolaire ne signifie pas le désir d'entrer dans le monde des dominants. La finalité de l'école doit être repensée.
4	Les richesses sont faites pour être redistribuées, au profit de celles et ceux qui en sont le plus privés.
5	L'école publique doit être refondée avec comme boussole les enfants des catégories populaires.

GRÈVE À SANOFI Les salariéEs ont l'intention de ne rien lâcher



La multinationale Sanofric continue de démanteler consciencieusement son outil de production industrielle (après avoir laminé sa recherche).

Après avoir testé à grande échelle la fermeture de sites ou la vente à des façonniers (sans garanties pour les salariéEs), elle innove en faisant mine de créer une filiale. Bien sûr cette création se traduit par un désengagement financier massif (à hauteur de 70%) qui lui permettra d'investir dans des biotechs prometteuses... en termes de profit.

MobiliséEs contre la liquidation !

La filiale nouvellement créée « emportera » avec elle, d'ici quelques mois, 3 000 salariéEs en Europe dont un millier en France. Les salariéEs ainsi transférés exigent des garanties de la part de Sanofi pour l'avenir : remise à niveau de l'outil industriel (par des investissements massifs), financement des projets et des investissements à venir, garanties sur la pérennité de l'activité, maintien des acquis sociaux...

Depuis le 6 septembre, les salariéEs Sanofi du site de production de principes actifs de Saint-Aubin-lès-Elbeuf (76) débrayent une heure chaque jour et par quart. La production, si elle n'est pas bloquée, n'en est pas moins grandement perturbée. En parallèle, les grévistes se réunissent chaque jour devant les portes sur le temps de midi, ce qui permet d'accueillir et d'échanger avec les soutiens interpros du secteur.

Mardi 14 septembre fut un point d'orgue pour marquer les 10 premiers jours du mouvement. De très nombreux camarades de boîtes environnantes, de l'UL CGT et de Solidaires 76 étaient présents. Des élus locaux, ainsi qu'Hubert Wulfranc, député PCF de Seine-Maritime, et François Ruffin, député LFI, avaient aussi répondu à l'appel. Les prises de parole devant l'usine et surtout devant micros et caméras ont permis de dénoncer les manipulations de Sanofric et de mettre en lumière son insatiable soif de profits.

Les productions faites à Saint-Aubin présentent un caractère unique (seul lieu de fabrication au monde pour l'une, ou hors du continent asiatique pour une autre...) et un intérêt thérapeutique majeur. Pas question de laisser Sanofi liquider le site à terme!

Correspondant

SANTÉ Mises à pied : la politique du gouvernement et ses conséquences

Dans le cadre de la loi relative à la gestion de la crise sanitaire qui a instauré un « pass sanitaire », la vaccination contre le coronavirus est obligatoire depuis le 15 septembre pour les personnels des hôpitaux, des Ehpad ainsi que pour les pompiers, les ambulanciers et les forces armées à l'exception des policiers qui en sont exemptés parce qu'ils seraient très nombreux à être vaccinés... alors qu'il n'existe officiellement aucune statistique sur ce sujet.

Selon Santé publique France, au 7 septembre 88,6% du personnel serait vacciné en établissement de santé, 88,1% en Ehpad et 93,9% parmi les professionnels de santé exerçant en libéral. Ces chiffres peuvent avoir évolué le 15 septembre, date à laquelle entrait en vigueur l'obligation vaccinale. Véran, ministre de la Santé, prétend que 3 000 soignantEs auraient été suspendus le 15 septembre. Ce chiffre est certainement inférieur à la réalité afin de cacher l'aggravation de la crise des hôpitaux, déjà en sous-effectif chronique.

La réalité en chiffres

À l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP), officiellement 99,5% des 100 000 agentEs auraient été vaccinés, et 340 salariéEs suspendus, mais ils et elles seraient entre 400 et 500 selon les syndicats. De plus 30 salariéEs auraient démissionné et 200 seraient en arrêt de travail dont 6% en affection de longue durée ou maternité.

Au CHU de Besançon, 91% du personnel a fait remonter son schéma vaccinal, complet ou pas. Pour 5 500 agentEs, cela représente donc 500 personnes menacées de suspension, autant qui ne pourront pas travailler. Toujours dans le Doubs, à l'hôpital de Novillars 18 collègues sur 700 ont été suspendus (dont des agents en arrêt de travail), 15 soignantEs et trois salariéEs de « services supports ».

Des professionnelEs de santé de toutes les catégories sont mis à pied sans salaire, non seulement dans les hôpitaux, mais aussi dans les cliniques, les différentes maisons de retraite et dans quasiment tous les établissements de

santé. Selon le décret du gouvernement, cette situation pourrait durer jusqu'au 15 novembre...

La politique répressive du gouvernement ne peut qu'aggraver la crise des hôpitaux, leurs difficultés de fonctionnement déjà considérables en raison des sous-effectifs permanents, au détriment des soignantEs et des patientEs. Nous avons par exemple déjà eu connaissance de sorties prématurées de patientEs au lendemain d'opérations importantes, la seule solution pour faire face au sous-effectif. Les reports d'opérations qui étaient déjà nombreux depuis le début de la pandémie vont sans aucun doute se multiplier. La souffrance au travail des soignantEs en activité ne pourra que s'accroître.

Du côté des mobilisations

Les directions syndicales y compris de la CGT et de Solidaires, dénoncent le pass sanitaire et la politique sanitaire du gouvernement, mais n'ont pas eu la volonté de construire la grève. Il y a eu cependant quelques grèves en régions, comme par exemple à



l'Institut thérapeutique éducatif et pédagogique (ITEP) de Revigny dans le Jura, où les professionnelEs de santé ont demandé que leur texte circule, ce que nous faisons volontiers d'autant plus qu'il représente ce que vivent quotidiennement les professionnelEs de santé dans leurs divers établissements : « Le mouvement de grève de l'ITEP de Revigny a émergé le 06/09/21. Il est venu se confronter à une politique abusive qui brise de plein fouet les valeurs qui sous-tendent et portent à chaque instant nos métiers dans un secteur depuis trop longtemps marqué par de nombreuses et inacceptables carences ; rémunérations insuffisantes, manque de place en pédopsychiatrie. [...] Nous agissons également en réponse à une loi discriminatoire et en soutien à nos collègues suspendus sans salaire pour « non présentation du pass sanitaire » et en réaction à ces sanctions inacceptables et discriminatoires. Mais plus encore, nous dénonçons des conditions de travail dégradées, postes non pourvus à différents niveaux de l'institution, turn-over important, suppression du télétravail qui était jusqu'alors fortement encouragé depuis le confinement et qui permettait de désengorger les bureaux afin de limiter les risques sanitaires. Nous sommes conscients que les jeunes que nous accueillons et leur

familles se retrouvent démunis et isolés sans notre soutien, et réclamons donc les moyens nécessaires pour réaliser les missions qui nous sont confiées par les pouvoirs publics, et désirons leur rappeler l'impossibilité qui est la nôtre d'exercer nos métiers sans certains prérequis indispensables : le respect de l'intégrité psychique et physique, le respect des libertés individuelles fondamentales des citoyens. »

Macron, se prenant pour le chef épidémiologiste du pays, avait annoncé début septembre que les contraintes seront levées et que l'on se passera du pass sanitaire dans trois semaines. Mais il a rectifié son propos le 16 septembre en indiquant que c'est seulement lorsque les conditions le permettront que les restrictions pourront être progressivement levées dans certains territoires.

Beaucoup d'inconnues demeurent sur l'évolution du virus avec notamment l'impact de la rentrée scolaire, l'apparition des variants... L'OMS annonce qu'il est indispensable de renforcer les mesures de luttes anti-infectieuses et qu'il est pour cela nécessaire de prendre des mesures de santé publique et sociale. Mais Macron et son gouvernement préfèrent l'autoritarisme et s'apprêtent même à faire payer aux patientEs les tests de dépistage.

S. Bernard



MONTPELLIER Bidonvilles incendiés : stop à la chasse aux Roms !

Le nouveau préfet avait annoncé la couleur : il faut en finir avec les bidonvilles de Montpellier ; non pas en permettant des conditions d'installation avec des campements sécurisés et sains, mais en détruisant et en mettant à la rue des familles avec enfants.

Et c'est en quelques jours que la plupart des bidonvilles ont été l'objet d'incendies dont il ne fait aucun doute aujourd'hui qu'ils sont d'origine criminelle. Les familles Roms ont subi intimidations et violences et se retrouvent dans une situation de grande précarité ; les contrats d'apprentissage, les parcours de formation, la scolarisation des enfants, le travail fait sur place par les associations de terrain a été ainsi mis à mal.

Silence assourdissant du maire

Les discours du préfet ont permis ces agressions à caractère fasciste qui auraient pu conduire à des morts. Le danger est toujours là, et nous devons rester mobilisés pour veiller à ce que d'autres drames ne surviennent pas, notamment sur les campements qui subsistent.

Dès la destruction des premiers bidonvilles (Zénith 2 et 3), le 8 septembre, plusieurs associations, organisations politiques, syndicales ont alerté l'opinion publique sur la situation et ont adressé un courrier au maire de Montpellier pour être reçues. Une délégation a pu rencontrer le maire le 14 septembre, sans obtenir de résultats sur la préservation des bidonvilles restants. Dès l'annonce, le 16 septembre, de l'incendie au petit matin du bidonville Nina Simone, décision a été prise de tenir une conférence

de presse. Celle-ci s'est tenue vendredi 17 septembre en fin de matinée, devant la préfecture, avec la présence des familles. Le NPA s'est, depuis le début, engagé dans la démarche unitaire entreprise pour dénoncer le traitement ignominieux des familles et la détresse dans laquelle elles se trouvent aujourd'hui. Quelles solutions de relogement quand on sait que les demandes de logements sociaux mettent des années à aboutir, quand on sait que des milliers de logements

vacants existent sur Montpellier (un peu plus de 7% du parc de logements), quand on constate le silence assourdissant du maire voire sa complicité de fait ? Il y a urgence à trouver des solutions pérennes en accord avec les populations concernées. Une mise à l'abri est nécessaire car, décidément, un vent mauvais souffle sur Montpellier. Le NPA 34 continuera avec les autres organisations à se mobiliser en ce sens. Correspondante

TRANSPORTS 3^e semaine de grève à Transdev : ça commence à faire tache d'huile !

« On a vu la grève à Melun par des vidéos sur WhatsApp et on ne pouvait pas rester les bras croisés alors qu'on a subi les mêmes attaques. On s'est organisés entre chauffeurs et on a forcé les délégués à poser les préavis. On n'a pas le choix, on sera en grève tant qu'il le faudra. »

Lundi 20 septembre, seuls quelques bus sont sortis des dépôts de Bailly-Romainvilliers et Lagny en Seine-et-Marne. Des intérieures les conduisent, tout en affichant leur soutien aux collègues qui tiennent les piquets, des grévistes nombreux, dynamiques et déterminés. La grève tourne en équipe, matin et après-midi, comme à Lieusaint et Vaux-le-Pénil (77).

Mickey va devoir marcher

Deux nouveaux dépôts entrent donc dans la danse, déterminés à refuser les

LUBRIZOL Deux ans après l'incendie : un combat unitaire toujours déterminé

Manifestation le dimanche 26 septembre à l'occasion du deuxième anniversaire de l'incendie de Lubrizol. Le NPA et Philippe Poutou seront présents lors de cette mobilisation.

J eudi 26 septembre 2019, Rouen se réveillait sous un immense panache de fumée. Plus de 9 000 tonnes de produits dangereux et deux toitures en amiante partaient en fumée. Une pollution sans précédent : le nuage de fumée, avec ses composants cancérigènes, a survolé des centaines de communes.

Mensonges d'État

Dès le début du désastre, le préfet et le ministre de l'Intérieur Castaner ont minimisé son ampleur et le danger pesant sur la population exposée. Les mesures prises banalisent l'événement et laissent la « vie normale » se poursuivre. Il aura fallu plusieurs manifestations pour commencer à obtenir un minimum de transparence, dont la liste des produits partis en fumée. Le résultat des analyses montre clairement que la population a été polyexposée à des cancérigènes. Un peu d'amiante (un minimum de 250 millions de milliards de fibres d'amiante libérées selon un rapport d'expertise), du benzène, du plomb, des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), des dioxines, des furanes... Bref, une multitude de produits dangereux

dont les interactions peuvent provoquer un effet cocktail avec des effets graves à long terme, dont des cancers. Les analyses sur le lait maternel ont montré un pic d'éthylbenzène et de xylène après l'incendie.

Malgré la demande du Sénat et celles répétées du collectif unitaire, le ministère de la Santé refuse la mise en place d'un registre des cancers et des malformations, seul outil permettant une éventuelle mise en visibilité des liens entre l'incendie et état de santé.

Un risque d'accidents industriels majeurs toujours très présent

Deux ans après l'incendie, rien n'a vraiment changé. À défaut d'un renforcement massif des contrôles, d'un durcissement de la réglementation et de la politique pénale, les capitalistes ont continué à mener les mêmes politiques basées sur la recherche maximum du profit, notamment en limitant les investissements en termes de sécurité. Après de multiples accidents et incendies en 2020, Rouen se réveillait début 2021 avec les odeurs nauséabondes



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

provenant de l'entreprise Multisol, le préfet essayant de faire croire que l'odeur provenait des riverains brûlant du papier cadeau dans leurs cheminées ! Ces dernières semaines, nous avons connu en Seine-Maritime une explosion sur une canalisation à Exxon avec un blessé grave, deux incendies à Total Gonfreville, et un incendie majeur sur le site de Saipol à Grand-Couronne !

Le collectif unitaire « Vérité et Justice », regroupant notamment des organisations syndicales, de

défense de l'environnement, de victimes de l'incendie ainsi que des partis politiques de gauche, a réussi à mettre en évidence que l'incendie de Lubrizol n'était pas un accident banal et vient de mettre en échec la multinationale qui reste maintenue en examen. Le combat pour obtenir la condamnation des auteurs du crime industriel et de l'État complice est encore long, la manifestation pour les deux ans doit y contribuer.

Gérald Le Corre et Marie-Hélène Duverger

TCL (TRANSPORTS EN COMMUN LYONNAIS)

Au pied du B12, la colère s'exprime

Un tiers des conducteurs de bus et de tram en grève le 20 septembre, second jour d'action des salariés de Keolis Lyon, la filiale qui exploite le réseau lyonnais. Et cette fois-ci, pour se faire entendre, les grévistes se regroupent au B12, l'immeuble où siège la direction. Ils sont plus de 150 et vers 9 h 30, l'Assemblée générale commence.

Les discussions débutent, préparées par une semaine d'ébullition sur WhatsApp et dans les dépôts. Les bas salaires sont au cœur des préoccupations. Certains sont obligés de vivre à plus de 30 km, faute de pouvoir se loger dans Lyon et ses environs.

Pour les salaires, contre les agressions

Les grévistes scandent « Les salaires ! Les salaires ! » à l'adresse

de la direction. Comment obtenir une augmentation ? Avec une prime vacances ? Ou un 14^e mois ? Pourquoi pas, mais une prime, ça s'enlève. Alors l'assemblée générale place en haut de sa liste de revendications : 200 euros net d'augmentation !

Entre conducteurEs, on parle encore du tir à l'arme à feu sur le collègue, l'évènement qui a déclenché la grève. Ce qui choque le plus, c'est que Keolis ait menti sur le coup en parlant d'« incivilités »,

encourageant les conducteurEs à emprunter le même itinéraire. Une promesse circule parmi les grévistes : la prochaine fois, tous les bus rentrent au dépôt !

La même sauce

Après l'assemblée générale, vers midi, une délégation de grévistes, choisie à raison de deux par dépôt, est reçue par la direction. Cette dernière entend les revendications et assure qu'elle tiendra au courant les grévistes. De son côté, la délégation

la tient au courant de la prochaine date de grève : le 30 septembre. En descendant, on débriefe. Et au fait, qu'a dit la direction sur l'allotissement prochain du réseau lyonnais ? L'allotissement, la nouvelle sauce à laquelle les patrons du transport veulent manger leurs salariéEs en s'en prenant, à chaque nouvel appel d'offres, aux rémunérations et aux conditions de travail. La direction n'en a rien dit. Et si les grévistes lui tiraient les vers du nez la prochaine fois ?

Correspondant



DR



DR

conditions imposées par Transdev à la suite de l'appel d'offres. Même causes, mêmes effets. Mêmes journées à la fois speed et interminables, avec le même

temps passé dans le bus sans être payé, mais seulement « indemnisé », mêmes primes qui ont sauté, même division entre anciens et nouveaux embauchés.

Transdev applique la même recette partout. Keolis et la RATP observent avec intérêt. Sénart au 1^{er} janvier. Marne-la-Vallée au 1^{er} juin. Et Melun au 1^{er} juillet. C'est là que ça a craqué. D'abord trois dépôts en grève le 1^{er} septembre dans la zone de Sénart. Puis trois nouveaux dépôts à partir du 6 septembre, dans l'agglomération de Melun et dans le Val-d'Oise à Saint-Gratien. Et depuis lundi, deux autres, du côté de chez Mickey. Bailly-Romainvilliers et Lagny sont deux dépôts stratégiques qui desservent les villes nouvelles du « Val d'Europe », zone touristique des parcs Eurodisney. On imagine que les téléphones ont dû chauffer dans les bureaux du siège de Transdev.

TouTEs ensemble !

Et ce n'est pas fini : le même jour, lundi 20 septembre, le dépôt de Vulaines près

de Fontainebleau, qui avait déjà montré sa solidarité par quatre jours de grève bien suivis depuis début septembre, est parti en illimité. Mardi c'est Nemours qui sera paralysée et Montereau jeudi. Ces trois dépôts ne sont pas encore touchés par la destruction des accords locaux car leur appel d'offres n'est pas encore passé. Mais les chauffeurEs ont bien compris qu'ils n'avaient pas intérêt à attendre passivement leur tour. Autant s'y mettre maintenant.

Une idée simple est répétée dans les tracts qui circulent dans beaucoup de dépôts de bus d'Île-de-France : touTEs ensemble ! Pas seulement Transdev, mais aussi Keolis et sa maison-mère, la SNCF, et la RATP et sa filiale RATP-Dev. Ces grands groupes à capitaux publics comptent se partager le marché à coups d'appels d'offres trafiqués, et en profiter pour ramener les conditions

de touTEs les conducteurEs au plancher. Pas question de se laisser diviser. La 3^e semaine de grève marque le début de son extension. Le rapport de forces est plus que jamais du côté des salariéEs. Le temps est avec la grève, tant qu'elle s'étend. Les tentatives de négociation par dépôt, initiées par la direction du groupe Transdev qui cherche à diviser pour mieux régner, et légitimées par certains délégués qui se sont parfois laissés aller à signer des accords de recul social, sont un piège. Elles montrent la volonté de la direction d'étouffer au plus vite chaque foyer séparément. Comme l'affirmait un gréviste sur le piquet de Vaux-le-Pénil : « Ce mouvement, c'est le mouvement des salariés. C'est eux qui l'ont commencé, c'est eux qui vont décider quand ils l'arrêtent. » L'incendie continue.

Correspondants

1 - Voir L'Anticapitaliste n°582.

AUTOMOBILE

Renault annonce 2 000 suppressions d'emplois supplémentaires

Chez Renault, c'est la restructuration permanente... Le plan, annoncé en mai 2020, de 4 600 suppressions d'emplois n'est pas encore achevé. Et dès maintenant Renault en lance un nouveau, voulant supprimer 2 000 emplois en plus d'ici à 2024.

Au moment où les firmes automobiles ne parlent que nouvelles technologies, ces suppressions d'emplois visent particulièrement l'ingénierie tertiaire, les secteurs de la recherche et développement.

Le compte n'y est pas

Les emplois supprimés, c'est du sûr et du concret avec Renault, qui n'a jamais jusqu'ici revu à la baisse ses objectifs de suppressions d'emplois. Cette fois-ci Renault associe à ces suppressions d'emplois la promesse de... la création de 2 500 nouveaux emplois. Ne serait-ce qu'avec ces chiffres bruts, le compte n'y est pas, car les 6 600 suppressions d'emplois envisagés par Renault en France en quatre ans ne sont pas compensés par ces 2 500 créations d'emplois en situation de promesses. Et pourtant Renault espère obtenir la signature d'une majorité de syndicats complaisants à ce nouveau pacte triennal 2022-2024. Mais un décompte « emplois supprimés » comparé à « emplois créés » est scandaleux. Un emploi supprimé, c'est la porte vers le chômage, un emploi moins qualifié ou une pré-retraite financée par des fonds publics. Les conséquences pour celui ou celle dont l'emploi est supprimé ne peuvent pas être compensées par d'hypothétiques nouvelles embauches.

Refuser les suppressions d'emplois, revendiquer les formations

Oui, les techniques évoluent et les grandes entreprises comme Renault devraient former tous les personnels pour s'y préparer. Au contraire, Renault comme ses compères et concurrents se saisissent de l'arrivée de ces nouvelles techniques pour « jeter » les salariéEs les plus anciens aux qualifications les plus éloignées de celles d'aujourd'hui. Les départs contraints, prétendument « volontaires », et le dépeçage en règle de toute l'ingénierie l'ont prouvé ces derniers mois à Guyancourt et à Lardy.

Les voitures électriques, dont le « gain » écologique est toujours loin d'être réel, seront de plus en plus produites et vendues en Europe. Mais leur avenir est encore incertain notamment en terme de nombre de voitures qui trouveront acheteurs au prix où elles sont aujourd'hui vendues, et cela même avec les primes gouvernementales. Les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Et les 2 500 nouveaux emplois annoncés ne sont encore aujourd'hui que des promesses.

Le concret et l'efficace, ce serait de refuser les suppressions d'emplois d'aujourd'hui, revendiquer les formations nécessaires, et exiger embauches et réduction du temps de travail à mesure que les productions de véhicules électriques plus simples à fabriquer augmenteraient. C'est un autre chemin que la soumission à ce nouveau pacte triennal de suppressions d'emplois.

Jean-Claude Vessillier

L'Anticapitaliste

Un hebdomadaire, une revue mensuelle, un site internet
ABONNEZ-VOUS!

diffusion.presse@npa2009.org # www.npa2009.org

**#Poutou2022****Une campagne radicale et militante s'engage**

Dans le même temps que les camarades sillonnent les routes à la recherche des parrainages des maires (lire ci-dessous), la campagne politique du NPA est engagée, résolument militante... et radicale.

Nous en parlions la semaine dernière : la fête de l'Humanité (10, 11 et 12 septembre) a été, après l'université d'été du NPA fin août, un deuxième temps fort du début de la campagne présidentielle du NPA et de son candidat Philippe Poutou. Des interventions publiques qui ont été l'occasion, pour Philippe, de revenir sur les raisons qui nous ont poussés à décider de présenter une nouvelle fois, au nom du NPA, sa candidature lors de l'élection présidentielle, et sur les grands axes autour desquels va s'articuler le début de la campagne.

Au cœur des mobilisations

D'autres rendez-vous ont eu lieu en ce début septembre, avec par exemple la participation de Philippe Poutou à la manifestation organisée à Saint-Sauvant, dans la Vienne, le 5 septembre, contre les bassines, ces immenses retenues d'eau artificielles, un projet productiviste, anti-écologique, qui est rejeté par des milliers d'habitants, petits paysans, éluEs. Olivier Besancenot, porte-parole du NPA et de la campagne, est allé, le 13 septembre, apporter son soutien à la grève des salariéEs de Transdev, mobilisés contre les conséquences de l'ouverture à la concurrence dans le domaine des transports. Ces déplacements sont pour nous des éléments essentiels d'une campagne que nous n'imaginons pas coupée des mobilisations sociales, bien au contraire. Nous savons en effet que les élections ne changeront pas la vie, et que c'est par nos luttes que nous pourrions modifier les rapports de forces et obtenir des victoires, petites et grandes. Notre



Mobilisation contre les bassines le 5 septembre. NPA

campagne sera donc l'occasion de faire que les luttes s'invitent dans le débat politique, et de porter la perspective de leur nécessaire coordination, de leur indispensable convergence, contre la résignation, contre les divisions que les dominants aiment entretenir et instrumentaliser.

Un agenda qui se remplit

De prochains déplacements sont ainsi prévus pour le candidat Philippe Poutou : le 26 septembre à Rouen, à l'occasion de la manifestation commémorant le deuxième anniversaire de l'explosion de Lubrizol, catastrophe écologique couverte par des mensonges d'État ; le dimanche 3 octobre lors

de la manifestation organisée à Saint-Vulbas, dans l'Ain, à proximité de la centrale du Bugey, pour exiger l'arrêt du nucléaire et défendre des mesures radicales concernant la transition énergétique ; le mardi 5 octobre à Bordeaux, lors de la journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle ; le samedi 9 octobre à Montpellier, à l'occasion du contre-sommet Afrique-France, pour défendre un anti-impérialisme sans compromission et une solidarité internationale pleine et entière ; le lundi 11 octobre à Aix-en-Provence, en soutien à notre camarade Olivier Sillam, victime de répression judiciaire en raison de ses activités syndicales... Ces déplacements militants seront l'occasion de porter les propositions du NPA et de soutenir toutes celles

et ceux qui refusent de se soumettre à l'ordre capitaliste, mais aussi d'organiser des rencontres, qu'il s'agisse de « petites » réunions dans des cafés ou de réunions publiques dans des salles. Des interventions publiques dont la liste commence elle aussi à s'allonger : le 2 octobre à Bordeaux, le 15 octobre à Mansle (16), le 19 octobre à Toulouse, le 21 octobre à Paris... Autant de dates que l'on pourra peu à peu retrouver dans les agendas en ligne sur les sites nouveau-parti-anticapitaliste.org et poutou2022.org. Qu'on se le dise : la campagne est lancée et, comme l'a exprimé Philippe lors de la fête de l'Humanité : « On est là, on ne lâche rien et on va se lâcher ! »

J.S.

#Poutou2022**Recherche des parrainages pour la présidentielle : départ en trombe dans le Finistère**

Durant le week-end des 26 et 27 juin 2021, les délégués à la conférence nationale du NPA votaient pour la présentation de Philippe Poutou à l'élection présidentielle. Le travail de recherche des 500 parrainages nécessaires a commencé, avec 94 promesses acquises.

Dès le dimanche soir, à peine la nouvelle annoncée sur les réseaux sociaux, les camarades du centre Bretagne la popularisent auprès des éluEs présents dans les bureaux de vote pour l'élection régionale.

Départ en fanfare

D'emblée, Christian Troadec, maire de Carhaix, qui avait déjà accordé son parrainage à Olivier Besancenot en 2002, accepte de parrainer cette fois-ci notre candidat. Le jeune maire de Rostronen, Guillaume Robic, dont c'est le premier mandat, nous accorde aussi, le soir même, son parrainage. Des contacts sont pris avec une élue du conseil départemental, Corinne Nicole, militante de gauche grandement impliquée dans la lutte de 2013 contre les licenciements massifs dans l'agroalimentaire avec les Bonnets rouges, qui acceptera quelques jours plus tard, ainsi que son binôme Philippe Guillemot, de parrainer Philippe.



Dès la première semaine, les militantEs de Carhaix ont acquis quatre parrainages. Ces acquis donnent une pulsion enthousiaste aux autres militantEs du Finistère pour partir à la recherche des 500 autres parrainages administratifs qui permettront à Philippe Poutou d'être présent à cette élection. Deux autres maires acceptent, les maires de Landeleau et de Saint-Yvi.

Il est clair que les passages dans les médias de Philippe lors de l'élection présidentielle de 2017 face à Fillon ou Le Pen, son statut d'ouvrier/chômeur et d'élue au conseil municipal de Bordeaux sont des atouts pour convaincre d'autres éluEs d'accepter de le parrainer. Certes, ces parrainages sont administratifs et non des accords politiques, mais la personnalité, la

pugnacité de notre camarade Philippe Poutou sont des véritables atouts qui nous ouvrent plus facilement les portes, et majoritairement l'accueil est plutôt bon.

Encore du travail devant nous

Malheureusement, la majorité des élus ayant parrainé Olivier Besancenot ou Philippe Poutou ne se sont pas représentés en 2020. La période des vacances a ralenti nos recherches du fameux sésame mais déjà au moins une centaine de maires sur 277 ont été contactés ou vus. Certains nous demandent de repasser plus tard car ils attendent de connaître tous les candidats en lice pour cette nouvelle élection ou encore pour demander l'avis de leur conseil municipal. D'autres ne parraineront personne, soit par peur de désaccord de leur conseil municipal ou de leur conseil communautaire ou des leurs administrés. D'autres parraineront uniquement des candidats de leur « famille » politique. Même si la route devant nous est longue, c'est possible de recueillir les 500 signatures, alors toutes et tous, on y va !

CorrespondantEs

L'Anticapitaliste la revue
Le n°128 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Arc de Triomphe

De la très démocratique association de soutien à l'armée française (ASAF) qui fait signer une pétition en ligne contre l'emballage de l'Arc de Triomphe, au site « Cerveaux non disponibles » qui dénonce les « 14 millions à la benne », dépensés pour l'installation de l'œuvre, sans compter le site « #SaccageParis » relayé par les anti-Hidalgo de droite, tout le monde se met à parler de Christo comme du scandale de la rentrée.

De biens mauvais arguments «de gauche»

Pour les nationalistes, c'est un sacrilège de couvrir l'Arc de Triomphe, et en plus ça coûte cher. Passons sur le gouffre qui sépare le couple d'artistes et les militaires, et le prix d'un porte-avion en comparaison.

Ce qui est plus problématique, c'est l'attaque de gens de gauche, contre l'œuvre, au nom du peuple, contre l'élitisme de « la bourgeoisie qui s'extasie » (sic).

Remettons les choses en place. Les 14 millions d'euros proviennent d'une fondation créée par Jeanne-Claude dans le but de réunir les fonds nécessaires à la réalisation des œuvres monumentales : ventes de dessins (par ailleurs sublimes) et prêts bancaires, c'est le principe du couple-artiste. « En fait, j'utilise le système capitaliste », déclarait Christo en 2020¹.

Ensuite, le fait que cet argent aurait pu servir « aux hôpitaux », « aux SDF », « aux migrantEs », n'est pas du tout un argument de gauche, encore moins un argument révolutionnaire, puisqu'il s'appuie sur la charité. Et que ça n'a aucun rapport.

Pour ce qui est de l'élitisme, Christo et Jeanne-Claude ont fait, depuis leurs débuts, un art public, gratuit, et visible par toutEs : « Tous mes projets dépendent de l'intérêt que

Qui veut la peau de Christo et Jeanne-Claude ?

Arc de Triomphe emballé, jusqu'au 3 octobre 2021.



CHRISTO

les gens portent à mes œuvres d'art. C'est très naturel, dialectiquement. Marxiste.»²

L'autre argument « de gauche », est un argument « anti gaspi » : les 25 000 m² de bâche et les milliers de mètres de cordage utilisés. Or, outre que le matériau est recyclable, Christo a toujours fait faire un nettoyage de ses lieux d'expositions (dépollution, arrêt de la circulation...). Parlons donc plutôt des pollueurs capitalistes.

À ceux qui accusent l'artiste de mégalomanie, rappelons, que, comme il le disait lui-même, « mes projets peuvent être construits sans moi. » Ce qui est démontré aujourd'hui puisque Christo est décédé en mai 2020.

Christo est justement, sans doute, un des artistes qui a le plus collé au principe écrit par Trotski et Breton : « Le régime des artistes est fondé sur la liberté illimitée ».³ **Manue Mallet**

1 – Entretien publié sur le site du Centre Pompidou : <https://www.centrepompidou.fr/fr/magazine/article/christo-mes-projets-peuvent-etre-construits-sans-moi>

2 – *Idem.*

3 – « Pour un art révolutionnaire indépendant », 1938.

À écouter et à lire : « Comment Christo a-t-il emballé le monde ? », podcast France culture, sur <https://www.franceculture.fr/emissions/la-grande-table-idees/fr-emissions/la-grande-table-idees/rso-christo-comment-il-a-emballé-le-monde>

Essai

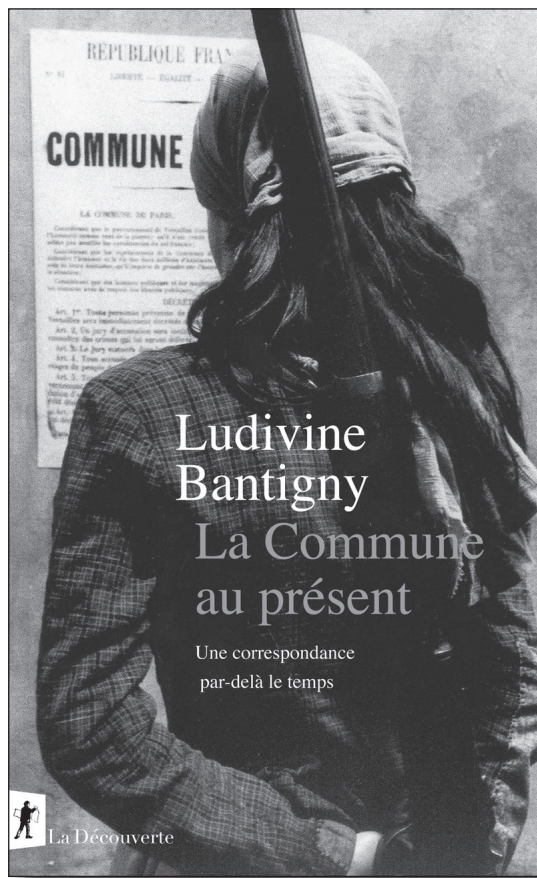
La Commune au présent, de Ludivine Bantigny

La Découverte, 397 pages, 22 euros.

Historienne des mouvements sociaux et des révolutions, Ludivine Bantigny rend ici hommage à la Commune de Paris, un des ces événements uniques qui « brisent la ronde des aiguilles, le battement des horloges et le temps mécanique ». Elle le fait sous une forme étonnante et originale : des lettres personnelles à des personnages de la Commune — Louise Michel, Jules Vallès, Leo Frankel, Eugene Pottier, Jean-Baptiste Clément, Nathalie Le Mel et beaucoup d'autres.

«Je suis communisme, moi»

Dans ces lettres, elle cite quelques documents qui témoignent de leur engagement. Par exemple Elisabeth Dmitrieff, la jeune révolutionnaire russe que Marx avait envoyée à Paris comme correspondante, et qui va devenir une des fondatrices de l'Union des Femmes ; Bantigny cite ce message qu'elle a envoyé le 17 mai 1871 au Comité du 11^e de cette Union : « Rassemblez toutes les femmes et le comité lui-même immédiatement pour aller aux barricades ». Elle va se battre sur la place Blanche, jusqu'aux derniers combats. Évadée, elle sera condamnée par contumace à la déportation. Mais Bantigny s'intéresse aussi aux oubliés de l'histoire. Comme par exemple Pélage



Daubain, qui n'a pas hésité à proclamer, devant le conseil de guerre de juin 1871 : « Je suis communisme, moi ». Ou alors Léontine Suetens, combattante à la barricade de la rue de Bellechasse, condamnée à mort par les juges militaires (la peine sera commuée en travaux forcés et déportation à la Guyane). L'historienne note aussi d'humbles et émouvantes requêtes, comme celle d'une certaine Amélie Defontaine, qui demande à récupérer son matelas au mont-de-piété. Illustré par de nombreux documents retrouvés dans diverses archives, ce recueil de lettres se donne surtout pour objectif de mettre en évidence l'actualité de la Commune, en reliant la biographie de différents personnages avec les combats d'aujourd'hui, de Notre-Dame-des-Landes jusqu'au Chiapas. Des documents récents illustrent cette présence vivante : par exemple, cette photo d'une banderole de la manifestation pour les retraites de janvier 2020 (prise par l'autrice) : « Ni Macron ni personne ! Vive la Commune ! » Ou alors celle de Mickaël Correia, sur un mur de Marseille : « Après le Covid, la Commune ».

Dans la lettre à Louise Michel qui ouvre le recueil, Ludivine Bantigny lui écrit : « En évoquant le temps d'antan, c'est l'avenir que tu regardais ». C'est un bon résumé de l'esprit qui anime cet ouvrage. **Michael Löwy**

Essai

En luttés ! Les possibles du syndicalisme de contestation, de Sophie Béroud et Martin Thibault

Raisons d'agir, 212 pages, 10 euros



Le petit ouvrage que publient Sophie Béroud et Martin Thibault a l'avantage de retracer à la fois l'histoire d'un syndicat, SUD Solidaires, de rendre compte d'une longue enquête sociologique de terrain et, en même temps, de poser des questions fondamentales sur le rôle du syndicalisme de lutte et sur ce que militer veut dire aujourd'hui.

Crise du syndicalisme ?

Béroud et Thibault posent ainsi les problèmes des modalités d'action, des risques de bureaucratisation et d'absorption dans le dialogue social et les élections, en même temps que le syndicat cherche à s'imposer à travers ce que les auteurEs décrivent comme une quête de légitimation par rapport aux autres acteurEs. Le chapitre dédié aux parcours des jeunes syndiqués au sein de Sud Rail, et la question du renouvellement générationnel, est particulièrement enrichissant.

Le livre soulève davantage de questions qu'il n'apporte de réponses concrètes, mais porter le regard en arrière et pointer les défis, les contradictions et les risques, avec les orientations qui ont été prises, nous donne aussi l'occasion de tirer des bilans pour mieux analyser la conjoncture actuelle. De plus, l'analyse est constamment rattachée aux contextes sociaux et politiques des batailles, passées et actuelles, dont le livre retrace l'histoire (2008-2021).

Alors que l'on entend souvent parler de crise du syndicalisme, à partir de l'expérience de SUD Solidaires, les auteurEs mettent le syndicat au centre, comme outil pour la lutte des classes, et interroge sur les formes d'organisation et d'action de notre classe. D'où l'intérêt de la conclusion de l'ouvrage autour de la séquence des Gilets jaunes, et d'analyser ce que celle-ci a impliqué et quels enjeux elle a posés aux organisations des travailleurEs, au-delà des partis. **L.E.A.**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie **la-breche.com**

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Aucun recul, aucun compromis face à l'antisémitisme et à tous les racismes, d'où qu'ils viennent

Un texte publié par le NPA à l'occasion du rassemblement contre l'antisémitisme et tous les racismes, organisé le dimanche 19 septembre à Paris.

La gestion de la crise sanitaire par le gouvernement Macron aura été en tout point désastreuse, et marquée par le mensonge, le mépris et l'autoritarisme. Elle n'a fait qu'attiser la misère sociale, la colère mais également les suspicions quant à la gestion des politiques de santé publique. Elle a largement favorisé et alimenté les théories complotistes, au sein desquelles les théories antisémites jouent un rôle central.

Les Juifs désignés comme responsables et bénéficiaires de la crise

Dans les mobilisations contre le pass sanitaire se sont ainsi diffusés les amalgames, les sous-entendus antisémites et les références les plus confuses. S'ils ne résument pas l'ensemble des mobilisations et des mots d'ordre qui y sont portés, qui traduisent parfois des préoccupations légitimes face à l'autoritarisme macronien, ils ne sont pas non plus de simples épiphénomènes. On a ainsi vu fleurir les étoiles jaunes de « non-vaccinés », des slogans dénonçant le « pass nazitaire » ou reprenant le logo de la Waffen SS... Une assimilation donc, entre le pouvoir actuel et le régime génocidaire nazi, mais aussi entre les non-vaccinés et les Juifs discriminés et massacrés au cours des années 1940 en Europe. En outre, on a pu y trouver de nombreuses références aux Juifs comme à la fois responsables et grands bénéficiaires de cette crise. Des pancartes parlent de « génocide des non-Juifs », les « Mais qui ? Qui ? [est responsable] » ciblent implicitement, mais ouvertement les Juifs, des listes avec Rothschild et d'autres noms supposés juifs, liés au pouvoir politique ou économique, sont élaborées et affichées à destination de « ceux qui savent »... notamment chez ceux qui défilent derrière Philippot ou au côté de certains groupes néonazis.

C'est un vieux procédé de l'extrême droite : sous-entendre sans « nommer ». Même si, précisément, l'utilisation de noms à consonance supposée juive est au centre de cette stratégie de désignation, des noms auxquels il convient parfois d'accoler un drapeau israélien au cas où la référence serait trop « subtile ».



complots pour le pouvoir, sont désignés comme communauté extérieure à « la nation » et ennemi intérieur. Ainsi, et n'en déplaise à ceux qui font semblant de le découvrir, l'antisémitisme n'a jamais disparu en France, pas même sous ses formes les plus éculées. Mais il y avait longtemps que l'on ne l'avait pas vu aussi décomplexé et présent dans l'espace public et pire... dans des manifestations.

Les responsabilités de l'extrême droite... et du gouvernement

Dans ce contexte, on pourrait presque trouver que le Rassemblement national de Marine Le Pen se fait « discret ». Et il aurait tort de ne pas le faire... tant toute la classe politique semble travailler à la diffusion de ses idées racistes. Mais cette situation est aussi de la responsabilité du gouvernement, qui a pu se réjouir de trouver dans ces démonstrations de haine le moyen de pouvoir discréditer toute

opposition à sa gestion autoritaire lamentable de la crise. Il y a rapidement trouvé un moyen de faire taire toutes les voix qui exigent et revendiquent une autre politique : l'investissement massif de moyens humains et financiers dans la santé, la levée des brevets, la réquisition des entreprises... Mais ce président et son gouvernement feraient bien, pour être un tant soit peu crédibles sur cette question, de balayer devant leur porte : Macron est celui qui rend hommage à Pétain ou à Maurras, qui soutient son ministre de l'Intérieur lorsque dernier évoque l'histoire des Juifs de France à travers les clichés antisémites les plus éculés, écrivant qu'ils « pratiquaient l'usure et faisaient naître troubles et réclamations ».

Les grands médias ne sont pas en reste dans cette atmosphère étouffante, tant ils sont appliqués à donner la parole à longueur de journée à tous les antisémites, islamophobes et racistes qui la

demandent. L'interview délicate de l'ex-général Delaroude sur CNews (d'où vient le « Mais qui ? ») est à cet égard tristement exemplaire. Et on a vu également se succéder les militants du RN ou les éditorialistes d'extrême droite dont la version « acceptable » de la dénonciation du complot viral juif passait par une mise en cause de « la gestion de la crise sanitaire à l'israélienne ». Sans parler évidemment du bruyant Zemmour, lui aussi admirateur de Maurras et grand défenseur de « Pétain, sauveur des Juifs de France ».

Combattre sans ambiguïté toute forme d'antisémitisme

Cette montée de l'extrême droite et la diffusion de ses idées ont des conséquences très concrètes pour notre classe sociale, jusque dans la rue. Contre l'offensive antisémite il faut plus que jamais s'organiser, ne rien laisser passer. La lutte contre l'antisémitisme et contre tous les racismes ne doit surtout pas connaître de répit dans cette période d'accélération politique. Les idées réactionnaires se diffusent, sont reprises bien au-delà de l'extrême droite : il est indispensable de les combattre partout où nous sommes et dans toutes leurs formes, même les plus apparemment insignifiantes. Mais nous ne devons pas oublier de nous attaquer également à leur source la plus active, l'extrême droite et tous ses relais, y compris dans les organisations et médias prétendument « républicains », et à prendre nos responsabilités pour ne pas laisser la rue aux antisémites, d'où qu'ils viennent. Nous serons de toutes les mobilisations qui iront dans ce sens et construisons les cadres politiques qui permettront de lutter contre l'antisémitisme, l'islamophobie et tous les racismes. **Manon Boltansky et Julien Salingue**

L'image de la semaine



Vu ailleurs

VICTOIRE POUR LES VICTIMES DE L'AMIANTE.

Alors que l'amiante continue de tuer massivement, le gouvernement envisageait d'affaiblir l'organisme chargé d'indemniser les victimes de cette fibre tueuse interdite en France depuis 1997. Il a finalement annulé ce projet.

La gouvernement a fait savoir lundi dernier, le 13 septembre 2021, qu'il suspendait la fusion entre le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (Fiva) et l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux (Oniam). « C'est une grande victoire saluée par l'ensemble du réseau international des victimes de l'amiante, avance Alain Bobbio, de l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (Andeva). Si cela avait eu lieu, cela aurait été un recul historique et un outil puissant de démolition et d'invisibilisation des victimes. »

Informés depuis plusieurs mois que ce projet était dans les tuyaux, les administrateurs du Fiva ont finalement reçu fin juin un rapport de l'Igas (Inspection générale des affaires sociales) et de l'IGF (Inspection générale des finances) préconisant la fusion avec l'Oniam, cinq mois après que celui-ci ait été remis au gouvernement. Objectif affiché : donner aux deux structures « davantage de moyens et de visibilité renforçant ainsi leur efficacité » et « assurer à la politique publique de l'indemnisation une plus grande cohérence ». Anticipant que le passage par le conseil d'administration du Fiva ne serait qu'une formalité, le gouvernement avait envisagé d'inclure la fusion dans le prochain projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour une effectivité au 1^{er} janvier 2023. Mais rien ne s'est passé comme prévu.

Le 31 août dernier le CA du Fiva a signalé sa « totale opposition au projet de fusion entre les deux établissements » estimant que cela porterait atteinte « aux droits et aux intérêts des victimes de l'amiante et ne permettrait pas de garantir la qualité de service à laquelle il est particulièrement attaché ». Quinze voix se sont exprimées contre la fusion. [...] Les quatre représentants de l'État n'ont pas osé se prononcer. Ils se sont abstenus. [...]

Nolwenn Weiler, « Le fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante sauvé d'une disparition programmée », *Bastamag*, 21 septembre 2021.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org